

*l'Anti*capitaliste

n°302 | 10 septembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NON AUX QUOTAS



Dossier

**70 ans de la
Sécurité sociale**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Cynique et
va-t-en-guerre
Page 2

PREMIER PLAN

Hollande: droit dans ses
rangers antisociaux
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Irak: «Ni chiite ni sunnite...
ils sont tous voleurs!»

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Pablo Krasnopsky sur
l'exclusion des enfants roms de l'école

Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Cynique et va-t-en-guerre

Lundi lors de sa conférence de presse, Hollande a affiché son hypocrisie et son cynisme face à la crise des migrants, se posant en chef de guerre pour tenter de reprendre l'initiative, ici et vis-à-vis de Merkel.

Hypocrite et cynique, il ne fait rien d'autre pour les réfugiés que d'appliquer les décisions de la Commission européenne de répartir 120 000 réfugiés entre les États membres, soit 24 000 en France sur deux ans. « C'est l'honneur de la France que d'avoir toujours accueilli les persécutés », a-t-il osé déclarer. Comparé aux 20 000 arrivés sur ce seul week-end en Allemagne, l'effort est pour le moins limité quant on sait qu'il y a 4 millions de réfugiés syriens dont 1,8 million en Turquie, plus d'un million au Liban... Mais le pire est que Hollande utilise l'émotion suscitée par le drame des réfugiés pour annoncer des vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie. Ces vols de reconnaissance « permettront d'envisager des frappes contre Daech, en préservant notre autonomie d'action et de décision ». Le Parlement sera consulté le 15 septembre histoire de réaliser l'union nationale des politiciens derrière lui. Hollande se serait mis d'accord avec le Premier ministre britannique David Cameron pour, selon un communiqué de l'Élysée, évoquer « la Syrie et le renforcement de l'action de la France et du Royaume-Uni pour se coordonner dans leur lutte contre Daech et travailler en parallèle à une transition politique ordonnée ». En clair, une nouvelle intervention militaire des grandes puissances dans la continuité de celles qui, sous la houlette des USA, ont déstabilisé tout le Moyen-Orient... et engendré l'État islamique.

Loin d'apporter la moindre réponse au drame des migrants, ces bombardements ne peuvent qu'aggraver une situation dans laquelle la France porte une lourde responsabilité. Les principales victimes en seront les populations.

Le drame migratoire est la conséquence de la politique libérale et impérialiste des grandes puissances, des guerres qu'elles ont menées pour soumettre les peuples en Afghanistan, en Irak, du pillage de leur richesse, de la misère qu'elles répandent en les étouffant par la dette au profit de l'oligarchie financière.

Hollande défend les intérêts de cette dernière, pas ceux des migrants encore moins que les nôtres. Non aux frappes aériennes, non à une nouvelle intervention en Syrie!

BIEN DIT

Pas le moindre souci de justice fiscale, pas le moindre petit geste, au moins pour la forme, pour cajoler les contribuables les plus modestes... Non, c'est une contre-révolution fiscale qui est en marche.

LAURENT MAUDUIT, « Impôts: Hollande le président réactionnaire », dans *Mediapart* dimanche 6 septembre.

À la Une

Non aux quotas, ouverture des frontières!

C'est donc une partie frénétique qui est désormais engagée. But du « jeu » : accueillir le moins de réfugiés possible, le perdant étant l'État qui, en fin de partie, en comptera le plus sur son territoire.

Il n'y a pas de règle : tout est permis, à condition à chaque coup que l'on joue pour refiler à l'État voisin une partie de « ses » réfugiés et de dire fort et distinctement « avec humanité ». Sinon vous êtes éliminé!

Leurs digues ont craqué

Pourquoi ce « jeu » ? Parce que, depuis quelques mois, la donne des politiques migratoires a radicalement changé. Jusqu'alors, les variations autour du thème unique « maîtrise des flux » suffisaient à donner le ton. Tant bien que mal, cela fonctionnait de leur point de vue. Bien sûr, les États savaient qu'ils ne maîtrisaient en réalité pas grand chose, puisqu'une grande partie de ces hommes et femmes qui avaient décidé de migrer pour gagner une vie meilleure parvenaient à passer en dépit des obstacles dressés devant eux. Certes, cela coûtait régulièrement quelques centaines de morts deci delà, mais on pouvait d'autant mieux s'en accommoder qu'on récoltait ainsi une main-d'œuvre endurcie pour travailler à très bon compte...

Mais voilà, le désordre mondial croissant fait que les digues ont craqué : le nombre de victimes des guerres, massacres, persécutions, qui se pressent aux frontières de l'Europe, sans autre choix, pour tout simplement survivre, a littéralement explosé. Même s'il est réduit par la proportion effroyable de morts en chemin et si l'arrivée de quelques millions de migrants serait soutenable par une Europe riche qui voudrait s'en donner les moyens, la situation n'est plus gérable dans les mêmes conditions.

Vous avez dit « quotas » ?

Tout en invoquant la solidarité européenne, chaque État ne cherche

qu'à tirer son épingle du jeu. Ceux qui reçoivent déjà le plus de réfugiés souhaitent que les autres prennent une plus grande part de l'accueil ; en clair, ils demandent des quotas.

Dans ces conditions, la chancelière a beau jeu de se livrer à une somptueuse leçon de morale, assortie de menaces : « Les droits civils universels étaient jusqu'ici étroitement associés à l'Europe et à son histoire.

d'habitants et de la richesse du pays, serait augmentée. Comme à son habitude, Hollande louvoie et, tandis que sa police continue de réprimer, cède tout de même peu à peu. On finit toujours par dire oui à « maman Merkel », mais aussi parce que les dirigeants français ne voient sans doute rien d'autre à proposer. Hollande réussit juste à obtenir la renonciation (provisoire ?) à l'évocation de « quotas » en bonne et due forme, et de parler de « répartition » opérée « équitablement et dans un esprit de solidarité entre les États membres », via un « mécanisme permanent et obligatoire de relocalisation ».

De beaux jours tout de même pour les comptes sordides, d'autant que d'autres pays peuvent encore perturber le « jeu » telle la Hongrie dont le Premier ministre peut continuer à sortir des abominations : « Nous avons le droit de décider de ne pas avoir un grand nombre de musulmans dans notre pays »... Dans le climat actuel, il devrait bénéficier d'une certaine indulgence.

La Grande-Bretagne, elle, bénéficie du double atout d'être une île, extérieure à l'espace Schengen de surcroît. Elle peut donc adopter une position apparemment dure, tout en sachant qu'étant en avance d'une case sur la destruction de tout ce qui ressemble de près ou de loin à un droit du travail, elle demeure terre d'attraction pour cette main-d'œuvre à moindre coût dont elle n'entend certainement pas se passer.

Il n'y a donc pas la situation actuelle qu'un motif d'espoir, c'est le début de revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion. À nous de faire que de l'émotion à l'indignation et à la révolte, la prise de conscience se fasse : ce sont bien les frontières qui tuent.

François Brun

L'EUROPE S'OUVRE AUX MIGRANTS



C'est d'abord le cas de l'Italie, géographiquement en première ligne, avec pour partenaire la France qui s'empresse de bloquer les réfugiés à Vintimille, mais surtout le cas de l'Allemagne. Celle-ci a reçu le plus de demandes d'asile en 2014 – plus de 200 000, avec réponse favorable dans près de la moitié des cas –, loin devant par exemple le « pays des droits de l'homme » qui en a vu arriver trois fois moins (64 000) la même année et ne répond positivement qu'à 30 % d'entre elles... Et, en août dernier, le ministre de l'Intérieur allemand annonçait s'attendre au dépôt de 800 000 demandes pour 2015!

Si elle échoue sur la question des réfugiés, ce lien étroit se briserait et ce ne serait plus l'Europe telle que nous nous la représentons. (...) Si nous ne réussissons pas à répartir de manière juste les réfugiés, il est évident que la question de l'espace Schengen sera à l'ordre du jour pour beaucoup. (...) Je ne veux pas sortir maintenant tous les instruments de torture. Nous voulons trouver une solution en bons camarades ».

Non aux petits calculs sordides

La France reste, elle, réticente par rapport à l'idée de quotas, puisqu'on sait que la part qui lui est impartie, calculée sur la base du nombre

HOLLANDE

Droit dans ses rangers antisociaux

La sixième conférence de presse de François Hollande fut une claire illustration de la politique du gouvernement en cette rentrée, hypocritement placée sous le signe de l'indignation et de la commisération, masquant mal de nouveaux pas dans la guerre antisociale, contre les peuples...

En politique internationale, c'est la poursuite d'une politique impérialiste qui persiste à continuer de défendre et justifier les interventions en Afrique au nom de la défense des intérêts de la France et de la lutte contre le terrorisme. Ainsi, la photo d'Aylan n'aura eu comme seule conséquence l'acceptation du nombre dérisoire de 24 000 réfugiés dans le cadre d'une cynique « répartition » européenne qui n'ose pas se donner le nom de quota. Elle sert surtout de justification au

début d'une intervention militaire en Syrie, une nouvelle fois au nom de la lutte contre le terrorisme, seul responsable des guerres.

Mais, poussant toujours plus loin le cynisme, Hollande en fixe les conditions pratiques : contrôle aux frontières de l'Union européenne, pour n'accepter que celles et ceux qui relèvent du droit d'asile au regard des critères gouvernementaux, et développement de camps au « plus près de leur pays » pour accueillir celles et ceux qui fuient violences et guerres...

« Permettre [...] une meilleure adaptation du droit du travail à la réalité des entreprises » (Hollande)

Le deuxième dossier de rentrée concerne le droit du travail. Là aussi, le gouvernement veut poursuivre sa politique faite de défense des intérêts patronaux et d'attaques contre les droits des travailleurs. Alors que la loi Macron n'est pas encore totalement en application, loi dont les dispositions en matière d'indemnités des salariés licenciés ont été partiellement bloquées par le Conseil

constitutionnel, Hollande poursuit la course à la déréglementation des droits des salariés.

« Évidemment » pas question de revenir sur les cadeaux liés au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Le cœur du projet en matière de droit du travail consiste en l'abandon de la hiérarchie des normes, les accords d'entreprises, de branches devant pouvoir prendre le pas sur les dispositions légales. Dans le collimateur, la durée légale du travail à laquelle il sera possible de déroger au prétexte de prétendues

Un monde à changer

INÉGALITÉS DEVANT LA POLLUTION. Les pics de pollution touchent a priori tout le monde de la même façon. En fait, ce n'est pas le cas. Voici quelques années, une étude menée en Italie indiquait que les Romains les plus aisés étaient les plus exposés à la pollution atmosphérique née du trafic routier... mais que les plus pauvres étaient pourtant les premières victimes des pics de pollution. Une étude récente sur la ville de Paris confirme ces résultats : suite à un pic de pollution, la mortalité s'élève plus dans les quartiers de l'Est et du Nord qu'ailleurs. Pourtant, dans la capitale française comme à Rome, c'est le centre-ville – là où l'immobilier est le plus cher – qui est en moyenne le plus exposé à la pollution atmosphérique générée par le trafic automobile. Globalement, ce sont donc des Parisiens plutôt aisés qui habitent les secteurs où sont enregistrées les plus fortes concentrations de polluants. Mais en analysant les causes des 79107 décès survenus à Paris chez

les plus de 35 ans, les chercheurs ont pu constater qu'« il y a une *surmortalité dans les catégories les plus défavorisées* ». Pourquoi ? Parce que d'autres facteurs fragilisent les populations à faible revenu : un air intérieur moins sain à domicile (qualité des bâtiments, ventilation), plus de temps passé dans les transports en commun (notamment pour aller travailler), des lieux de travail moins salubres, voire une moindre possibilité de partir en week-end. Autre explication probable, l'hygiène de vie et l'accès aux soins. L'équipe de chercheurs mène des études parallèles, non encore achevées à Marseille, Lille et Lyon. Selon des résultats encore provisoires, ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent le plus lors des pics de pollution. Cela confirme que lutte contre les nuisances écologiques et contre les inégalités doivent être menées de front pour que les plus pauvres ne soient pas toujours perdants.

Le programme de Corbyn est clairement à gauche : contre la privatisation du système de santé, renationalisation du rail, de la poste et de l'électricité, arrêt des politiques d'austérité, investissement massif dans les services publics, désarmement nucléaire...

Sa campagne a rencontré un immense succès, au sein du parti travailliste et bien au-delà. 2000 personnes à Leeds, 1600 à Manchester, dans les dizaines de villes où il a parlé, ce sont souvent les meetings politiques les plus importants depuis des décennies. Un succès que personne n'avait prévu, surtout pas les membres de la direction du Parti travailliste.

Persuadés qu'ils avaient perdu les dernières élections à cause d'une campagne « trop à gauche », ils ont voulu « recentrer » encore plus le parti et assurer l'élection d'un nouveau leader plus « modéré ». Ils ont changé les règles de l'élection pour réduire le poids des syndicats, puis, convaincus que le grand public est plus « modéré » que les membres du parti ils ont ouvert le droit de vote aux primaires à qui voudrait payer 3 £ (4 euros), à leur très grand regret aujourd'hui ! Car depuis, plusieurs syndicats, dont les deux plus importants, ont appelé à voter Corbyn, et l'écho grandissant de sa campagne a poussé de plus en plus de gens à s'inscrire pour voter, dont beaucoup pour Corbyn. La réaction de la droite du parti mais aussi des médias oscille entre mauvaise foi, mensonges et attaques violentes. Tony Blair s'est fendu

GRANDE-BRETAGNE **Un tremblement de terre nommé Corbyn**

Après des années de social-libéralisme chez les travaillistes, voici que Jeremy Corbyn, un représentant du « vieux Labour », est donné gagnant dans les sondages pour devenir le nouveau dirigeant de ce parti. Que se passe-t-il ?



Il y a plusieurs années, Corbyn manifestant contre l'apartheid en Afrique du Sud. DR

d'un « Si c'est en écoutant votre cœur que vous votez Corbyn, alors vous avez besoin d'une greffe de cœur ! ». On l'a accusé d'être proche de l'IRA ou d'être antisémite pour avoir soutenu les causes irlandaise et palestinienne, on a dit que les inscrits à 3 £ étaient des « infiltrés » de la droite ou de l'extrême gauche et on a même évoqué une possible annulation de l'élection... Mais plus Corbyn est attaqué, plus sa popularité augmente et les inscriptions à 3 £ ou les adhésions n'ont pas

arrêté. Au final, 600 000 personnes pourront voter, 180 000 en 2010 !

Politisation et radicalisation

Corbyn n'a rien d'une figure charismatique, mais son discours rentre en résonance avec la colère de beaucoup de gens, et paraît une bouffée d'air dans un monde politique dominé par des carriéristes prêts à tout pour être élus. Ce qui plaît, c'est non seulement l'homme politique intègre - parlementaire depuis 30 ans, qui a voté plus de

500 fois contre son gouvernement au pouvoir, et un des rares députés à avoir voté contre la guerre en Irak -, mais aussi le militant de terrain, président de la Coalition Stop the War, présent sur les piquets de grève, arrêté lors de manifestations, etc.

Du coup, Corbyn a attiré un public très divers : des anciens électeurs travaillistes écœurés par la dérive blairiste ou qui avaient été tenté par le parti anti-européen UKIP, mais aussi des jeunes pour qui ses idées semblent simplement de bon sens. Sa réputation de « gauchiste » n'est en réalité que le reflet du virage à droite de l'ensemble de la société et du Parti travailliste. Le programme de Corbyn n'est guère différent de celui de la social-démocratie d'il y a 50 ans. Néanmoins, il s'agit d'une phase de politisation et de radicalisation inattendue et très positive pour des centaines de milliers de personnes. Bien entendu, tout cela n'est pas sans problème, mais soulève en même temps de nouvelles questions fort intéressantes, que Corbyn gagne ou pas. Nous y reviendrons. **Ross Harrold**

difficultés de l'entreprise. Et, dans la foulée, l'organisation du travail avec la multiplication des horaires mortifères.

La nécessité d'accords majoritaires est présentée comme garantie pour les salariés. Mais au regard de la faiblesse, voir de l'absence syndicale notamment dans les PME-TPE, de l'affaiblissement des instances représentatives du personnel lié aux lois Macron-Rebsamen et des orientations de nombres de structures syndicales, le chantage à la fermeture d'entreprise risque d'avoir souvent raison des résistances des travailleurEs.

«Hôstérité» généralisée

La rentrée antisociale du gouvernement est complétée par l'annonce de 2 milliards de nouvelles « économies » dont le détail est resté dans l'ombre. Nous en connaissons déjà les ressorts : nombre de postes manquants dans l'Éducation nationale, « hôstérité » dans le secteur hospitalier



Lundi 7 septembre Hollande annonce la guerre sociale DR

et PPCR (Parcours professionnel, carrières et rémunérations) dans l'ensemble de la fonction publique. Au total, une rentrée gouvernementale entièrement placée sous l'égide des diktats de la bourgeoisie, du patronat. Une politique d'austérité

qui a vraiment fait ses preuves : maintien voire progression du chômage, détérioration des conditions de vie et de travail de la grande majorité des salariéEs... et progression des dividendes pour les membres du CAC40 !

Construire les ripostes

C'est bien au regard de l'amplification délibérée de ces attaques que nous devons apprécier les échéances de ripostes prévues. Mobilisation dans le secteur hospitalier le 17 septembre, initiatives contre la répression les 23 septembre et 16 octobre, actions dans le commerce notamment à l'initiative du CLIC-P, et journée nationale de mobilisation CGT-FSU-Solidaires le 8 octobre. Des ripostes trop éclatées en terme de dates et de thèmes revendicatifs. Il ne suffit pas de dénoncer de façon générale la politique gouvernementale, il faut aussi partir des conséquences concrètes de cette politique en matière de salaires, de conditions de travail. Et dans le même temps se dégager de tout accompagnement de cette politique en refusant toute participation au « dialogue social », habit déjà bien usé de la collaboration de classes. **Robert Pelletier**

Le chiffre 1,1 milliard

C'est environ le nombre de personnes qui n'ont pas accès à des toilettes dans le monde. Un manque particulièrement criant en Inde, d'où la solution originale mise au point dans le Gujarat : donner un peu d'argent aux enfants pour les inciter à se soulager dans des lieux clos...



Agenda

Du vendredi 11 au dimanche 13 septembre, Fête de l'Humanité, La Courneuve. Comme chaque année, le NPA y tiendra un stand avec différents événements (voir page 10).

Mercredi 23 septembre, rencontres de La Brèche, Paris 12^e. William Blanc et Christophe Naudin présenteront leur livre *Charles Martel, de l'histoire au mythe identitaire* à partir de 19h à la librairie.

Samedi 26 et dimanche 27 septembre, week-end d'initiatives pour le climat. Mobilisations et événements militants dans tout le pays.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Ce que je souhaite, c'est qu'on puisse avoir l'absolue certitude que ce ne sont pas des terroristes déguisés, c'est la raison pour laquelle je pense que demander ça, et que ce soit des chrétiens, peut représenter une garantie suffisante.

YVES NICOLIN, maire « Républicain » de Roanne, sur l'antenne de France Bleu Saint-Étienne Loire lundi 7 septembre 2015, à propos de l'accueil des migrantEs

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LES RÉPUBLICAINS Rivalités et faux semblants, à droite toute...

Sans rire, depuis son arrivée fin novembre 2014 à la tête de l'UMP (devenue Les Républicains), Sarkozy se prévaut d'avoir rassemblé la droite...

Fin l'époque « des tendances, des chapelles, des sectes »... En attendant, ça se bouscule au portillon de la primaire annoncée pour novembre 2016 ! Étrange comédie qui voit se multiplier les prétendants qui se prévalent tous de... l'unité. La dernière en date n'est autre que Nadine Morano, qui vient s'ajouter à Sarkozy, Juppé, Fillon, Copé, Bertrand, Le Maire... sans oublier Jean-Frédéric Poisson (Parti Chrétien-Démocrate), Hervé Mariton (Droit au Cœur), Thierry Mariani (La Droite populaire) ou encore Christian Estrosi. Et si on en croit le maire de Londres, Nathalie Kosciusko-Morizet aurait annoncé que de toute façon, elle sera candidate à la présidentielle...



À la Baule c'est l'unité... de façade ! DR

À la veille des régionales tout ce petit monde essaye de ne pas trop afficher ses ambitions rivales. Vendredi dernier à La Baule, ils ont même posé ensemble pour la photo de famille, tout en jouant chacun leur petite musique pour courtiser enseignants, médecins, agriculteurs... Et Sarkozy de plaider « l'exigence d'unité » de sa famille politique, qui ne doit « jamais être mise en péril » par les ambitions personnelles. Soit l'unité derrière lui...

Saluds et hypocrites

Alors qu'une grande partie de l'opinion prend fait et cause pour les réfugiés, Sarkozy et ses amis se trouvent en porte à faux. Il a beau dénoncer « la brutalité » de Marine Le Pen, il a du mal à faire oublier qu'en juin, il comparait le flux de migrants à une « fuite d'eau ». Devant le revirement de l'opinion, les uns et les autres se contorsionnent pour trouver une cohérence entre leur hypocrisie, leurs préjugés xénophobes, et leur commune préoccupation de ne pas laisser le terrain au FN. Il faut être humain dit Juppé... mais attention à ne pas créer un « appel d'air » ; il y a les réfugiés... mais les migrants, c'est autre chose, etc. Et de demander une augmentation massive du budget de Frontex pour surveiller les frontières, ainsi qu'à « rendre effectives les obligations de quitter le territoire » pour les déboutés du droit d'asile. Lydia Guirous, porte-parole des Républicains, affirmait qu'il faut « fermer les frontières, arrêter Schengen, arrêter la libre circulation » pour, dans la foulée, approuver le maire de Chilly Mazarin « favorable à la suppression des menus de substitution. La situation actuelle nous oblige à réaffirmer la laïcité et à la renforcer face aux attaques dont elle est la cible »... Cela comme Sarkozy l'avait fait avec le maire de Chalons-sur-Saône. « Ce n'est pas parce qu'Angela Merkel a changé de ligne que ça va changer notre vision et notre traitement de cette crise », précisait Guirous.

À l'image de Fillon, les uns et les autres proclament que le droit d'asile est « sacré » pour souligner la différence entre « ceux qui nous rejoignent pour des raisons de vie ou de mort des autres étrangers ». Et de répéter en boucle comme Copé : « les réfugiés devront apprendre le français, connaître et assimiler nos lois, travailler, respecter nos règles et nos traditions. Ils arrivent étrangers, ils doivent devenir Français. » Qu'importe la stupidité des propos pourvu qu'ils flattent les préjugés réactionnaires et xénophobes...

Yvan Lemaitre

FN Dédiabolisation et affaires de famille

Le grand clash n'aura finalement pas eu lieu. Dimanche 6 septembre, en fin de matinée, il semblait encore s'annoncer. Des partisans du vieux chef, Jean-Marie Le Pen, se déclaraient même prêts à forcer manu militari l'entrée de l'Université d'été du FN, réunie à Marseille, « s'il nous le demande »...

Depuis la veille, les militants du « canal historique » étaient réunis de leur côté dans le 13^e arrondissement de Marseille, pas très loin du lieu où était réuni le FN version « mariniste ». Au final, aucun incident violent entre les deux fractions n'a eu lieu, Jean-Marie Le Pen fit une déclaration ironique faisant entendre que son cinéma avait (de fait) bien servi sa fille et la réunion de son parti, lui attirant une forte attention médiatique.

Mais le vieux « président », formellement exclu du FN depuis le 20 août ne compte pas en rester là. Déjà a-t-il annoncé samedi 5 septembre qu'il va lancer sa propre formation : le « Rassemblement Bleu-blanc-rouge ». Selon ses propres mots, cette nouvelle structure n'est pas censée concurrencer le FN en tant que parti politique, mais être associée au FN en tant qu'« association ». Dans ses premières réactions, la direction du parti ne s'est pas montrée du tout enthousiaste...

Une victoire posthume de Mégret

Le feuilleton de « l'exclusion de Jean-Marie par Marine » avait marqué l'actualité du FN pendant plusieurs mois. Désormais, ce sera le début de la campagne pour les élections régionales de décembre qui prendra le dessus. Puisque les caciques du parti voudront voir valider leur investiture aux élections – l'une des rares en France à se dérouler à la proportionnelle et donnant donc toutes ses chances au FN d'avoir des sièges –, cela limitera les contestations internes dans un proche avenir. Qui protestera prend



le risque de ne pas avoir de place (éligible) sur les listes...

La ligne appliquée par Marine Le Pen pour « dédiaboliser » le FN semble avoir gagné aujourd'hui. On peut y voir en quelque sorte une victoire posthume de Bruno Mégret (exclu par Jean-Marie Le Pen en 1999) qui avait à son époque développé des thématiques reprises aujourd'hui : un discours lissé axé sur des questions sociales et économiques.

La ligne de ces dernières années a été dominée par le positionnement de Florian Philippot, vice-président du FN et ancien chevronné, passé ensuite par le « souverainisme » de droite. Celui-ci se prononce pour un État fort, avec une forte intervention dans le domaine économique. Ce positionnement, qui avait marqué le programme électoral de Marine Le Pen en 2012,

est cependant fortement contesté depuis la fin du printemps. Cherchant à régler des comptes dans le parti, certains, dont Jean-Marie Le Pen, ont repris les critiques, dénoncent une ligne prétendument « gauchiste », comme le fait d'ailleurs aussi la droite UMP/LR. Depuis le mois de juillet, Marine Le Pen a commencé à apporter des corrections libérales à sa ligne en matière économique : promesse d'un État toujours vu comme « stratège » mais « pas intrusif » (dans les affaires du patronat), mise en avant de l'idée d'un possible retour aux 39 heures...

Pas de ruptures idéologiques

Les fondamentaux idéologiques restent bien évidemment les mêmes : lutte contre l'immigration, l'insécurité et l'islamisme (voire contre l'islam tout court...),

impôts, défense de l'identité, etc. Ici la continuité pèse nettement plus lourd que la rupture. Cela, Marine Le Pen l'a confirmé avec son discours de rentrée samedi 29 août au village de Brachay, puis son intervention à l'Université d'été de Marseille dimanche. Dans ce contexte de « crise des migrants » (selon les termes consacrés par les médias dominants), son discours était très fortement axé sur l'immigration. Insistant sur le fait qu'elle n'a « pas pleuré » à la vue de l'image du petit Syrien kurde Aylan Kurdi, mort à trois ans sur une plage en Turquie, et que l'émotion ne devait pas « nous empêcher de penser », elle a embrayé sur un discours brutal contre les nouveaux entrants. Même Nicolas Sarkozy, qui est loin d'être un tendre, a critiqué sa « brutalité »... Les ruptures idéologiques restent donc marginales, la rupture fondamentale résidant dans une approche différente de l'arrivée aux affaires (une question négligée par Jean-Marie Le Pen selon la direction actuelle). Dans cet objectif, les dirigeants exercent un contrôle des propos en ce qui concerne en particulier l'antisémitisme et l'homophobie, ceci afin d'éviter les « dérapages » les plus nuisibles à la stratégie du parti.

Les sondages parus le week-end dernier donnent Marine Le Pen en tête du premier tour des présidentielles de 2017 avec respectivement 29% (devant Alain Juppé) ou 27% (devant Nicolas Sarkozy). À nous de développer des collectifs unitaires les plus larges possibles capables d'intervenir à chaque fois que le FN fait des sorties.

Lily Park et Bertold du Ryon

PCF Ça va débattre à la fête de l'Huma

Ce week-end a lieu la traditionnelle fête de l'Huma, le rassemblement politique le plus nombreux et le plus populaire

Comme d'habitude, des centaines de stands animés par les fédérations du PCF vont se dresser à La Courneuve et des dizaines de débats politiques auront lieu. Comme chaque année, la fête sera le reflet de l'état du parti et de ses discussions avec, comme l'année dernière, un service d'ordre privé, un espace international plus restreint, et une majorité de gens plus attirée par les spectacles et les concerts que par les débats. Nous sommes à la veille des élections régionales, des échéances décisives pour ce parti qui arrive à combiner un langage « lutte de classe » et une pratique de plus en plus institutionnelle et électoraliste. Aujourd'hui, le PCF est secoué par la politique gouvernementale droitière du PS dénoncée en permanence... et par le vote PS au second tour « pour battre la droite » et sauver – grâce aux voix du PS – les milliers d'élus



Fête de l'Huma 2014, Pierre Laurent et Patrick Le Hyaric souhaitent la bienvenue... PHOTOHÉRIQUE ROUGE/JMB

municipaux et régionaux dont il dispose encore.

C'est d'ailleurs sur ces questions qu'ont commencé les premiers déchirements avec le PG de Mélenchon, notamment sur les accords PCF-PS réalisés dès le premier tour des dernières municipales à Paris ou à Toulouse. Des déchirements accentués par les zigzags des uns et des autres sur la situation en Espagne et en Grèce. En effet, il ne faut pas perdre de vue que PCF et PG font partie du Parti de la gauche européenne, regroupement international avec Syriza et Tsipras...

C'est la raison pour laquelle PCF et PG soutenaient totalement le gouvernement Tsipras, puis le PG a pris ses distances pour finalement soutenir la scission, l'Unité populaire, tandis que le PCF, après plusieurs discours contradictoires, a décidé de conserver son soutien à Tsipras.

Ça se bouscule...

Mélenchon a invité sur son stand l'ancien ministre grec des Finances Varoufakis. Pour les présidentielles, il s'est déjà déclaré candidat à la candidature du Front

de gauche... tout comme Pierre Laurent du PCF. Cela au moment où l'ancien ministre du PS Benoît Hamon déclarait dans *l'Humanité* du 3 septembre qu'il « n'exclut pas de participer à des primaires de la gauche pour 2017 ». Pour le moment, on a donc comme candidats potentiels à la gauche du gouvernement Pierre Laurent, Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Artaud de LO, sans parler d'une candidature d'EÉLV et de Clémentine Autain d'Ensemble qui a refusé d'être sur la liste de soutien à Laurent mais hésite encore sur Mélenchon.

Bref, le PCF n'aime pas Mélenchon mais a besoin de lui pour ne pas se marginaliser, tout en ayant besoin du PS pour garder ses élus. Mélenchon a, lui, besoin des Verts et du PS au second tour. Divisés, les Verts ont quand même besoin du PS pour garder leurs élus. Certes, personne ne peut se réjouir d'une telle division. Par ailleurs la majorité de ces candidats ont malheureusement en commun une vue institutionnelle et électoraliste de la prise du pouvoir et des changements à opérer. Un désaccord de fond dont on peut voir les conséquences en Grèce ou en Espagne, et qui pousse le NPA à envisager une candidature. Une question qui sera prochainement débattue. Alain Krivine

IRAK « Ni chiite ni sunnite... ils sont tous voleurs! »

Même débarrassés de l'ancien dictateur qui a été renversé par l'occupation américaine en 2003, les Irakiens mènent toujours une vie cauchemardesque...

La situation générale du pays reste marquée par le pillage continu, la corruption basée sur un système de quotas confessionnels ethniques, la dégradation des services publics, des attentats quasi-quotidiens qui frappent des centaines de citoyens tous les mois, surtout dans les quartiers populaires, des milices aux bras longs qui sévissent à Bagdad et pratiquent le kidnapping au quotidien, ainsi que des milliers de personnes détenues pour de longues périodes sans procès... Un pays dont le tiers est occupé par Daesh (l'État islamique) depuis plus d'un an, et où la population souffre sous leur pouvoir des pires formes d'oppression, où les femmes sont systématiquement soumises à la traite et au viol collectif, et où la condamnation à mort est devenue banale. Tout ceci s'accompagne d'un effondrement des recettes publiques provenant entièrement du pétrole; de la migration des jeunes sans avenir vers l'Europe; de l'aggravation de la pauvreté, environ 30% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, avec une grande disparité entre le Kurdistan, au niveau de pauvreté le plus bas, et le Sud à majorité chiite, au taux le plus élevé. Plus de trois millions de



personnes ont été déplacées et enfin une guerre féroce « contre » Daesh se déroule à seulement 50 km de Bagdad, la capitale.

Contre la corruption

Tous ces drames ont coïncidé fin juillet avec un été anormalement chaud et des températures dépassant les 50 degrés. Cela a poussé de nombreux jeunes à manifester dans l'un des districts de Bassorah, contre la détérioration de la desserte en courant électrique et des services publics en général, contre la corruption rampante et l'enrichissement rapide des responsables locaux qui appartiennent à l'un des partis religieux au pouvoir. L'un des manifestants a été tué sur le champ, et un autre a fini par succomber à ses blessures. Ceci a provoqué des manifestations dans toutes les villes du Sud. Certains intellectuels, des artistes et des militants, ont alors appelé à une manifestation dans le centre de Bagdad sur la place Tahrir.

Ce qui s'est passé a largement dépassé les attentes des initiateurs. Ce fut l'occasion de s'attaquer à tous les problèmes auxquels sont confrontés les citoyens, pas seulement l'affaire du courant électrique et de la détérioration des services. Les slogans dénonçaient même le partage confessionnel du pouvoir, partage qui sert de couverture à la corruption et permet à chaque partie impliquée de se taire à propos des vols et détournements commis dans les ministères des autres.

Contre le confessionnalisme

Les deux slogans les plus en vogue furent « Ni chiite ni sunnite... ils sont tous voleurs! » et « Au nom de la religion, ils nous ont dépouillés ». Depuis cette première manifestation du 31 juillet, les mobilisations n'ont cessé de croître à Bagdad et dans les gouvernorats du Sud, prenant de plus en plus un aspect radical contre le partage confessionnel du pouvoir, exigeant sa suppression et même la suppression du Parlement

fondé sur le système des quotas, sur la corruption et les privilèges. Après le 31 juillet, les manifestations se sont succédées en s'élargissant et en se radicalisant. Cette radicalisation a même bénéficié du soutien de l'autorité suprême chiite, l'ayatollah Sistani, qui jouit d'une bonne réputation parmi les chiites et la majorité des Irakiens pour son rôle contre les tensions confessionnelles et son boycott des politiciens corrompus. La majorité des manifestants espérait qu'Haïder al-Abadi, le Premier ministre, satisfasse leurs demandes. Cependant, ses réformes timides sont vite apparues insuffisantes aux yeux des masses révoltées. Elles ont commencé à perdre leurs illusions à son égard, d'autant qu'il appartient au même parti que Maliki. Après les cinquième et sixième semaines, le mouvement le considère comme complice des grands corrompus, ou trop timoré pour les affronter. Ces manifestations ont brisé la barrière de la peur qui paralysait les masses irakiennes, même après la chute de Saddam. En outre, elles ont contribué à la naissance d'une nouvelle prise de conscience opposée au confessionnalisme, qui met tous les corrompus de toutes les confessions dans le même panier. Finalement, les foules ont commencé à s'organiser au sein de coordinations qui couvrent les régions du Sud, la capitale Bagdad, ainsi que Kirkouk. Des comités se forment au Kurdistan avec le projet de rejoindre le mouvement. Quelque chose a vraiment changé en Irak, même s'il est trop tôt pour se prononcer sur les perspectives de la protestation.

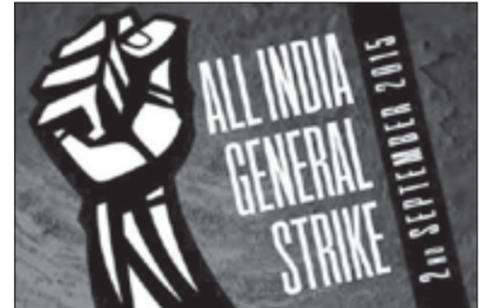
Saïd Karim



Le monde en bref

Inde Grève massive contre les réformes antisociales du gouvernement Modi.

L'ampleur de la grève du 2 septembre en Inde a été une véritable démonstration de force. Cette grève était appelée par dix syndicats, sauf celui lié au parti nationaliste hindou. Le nombre de grévistes serait estimé à 150 millions. C'est la plus importante mobilisation depuis deux ans, en participation et de par la composition des grévistes. Elle était préparée depuis plus d'un an.



Le gouvernement indien veut simplifier le code du travail. Au Rajasthan et au Madhya Pradesh, les législations sur les usines, le contrat et les conflits du travail, ont déjà été modifiées. La législation nationale, ainsi que la multiplicité des lois spécifiques à chaque État empêchaient la venue d'investisseurs étrangers. Modi souhaite diminuer la dette de l'État fédéral en vendant une partie des entreprises publiques, favoriser les licenciements afin de pouvoir les « dégraisser » des employés trop nombreux et rendre plus difficile la formation de syndicats, notamment dans les petites entreprises. Cela explique pourquoi la grève a été importante dans les secteurs organisés du salariat, notamment du secteur public bancaire, des assurances, des transports, des mines et du bâtiment. Ce qui est nouveau, c'est que la grande majorité des travailleurs indiens – les travailleurs journaliers et du secteur informel – ont rejoint le mouvement. Il s'agit de réclamer des hausses du salaire minimum et des mesures pour assurer la protection sociale pour eux-mêmes et leurs familles.

Pendant sa campagne électorale de 2014, la droite nationaliste hindoue a gagné le vote des jeunes en promettant de créer des emplois pour des millions d'entre eux. Alors que ces réformes annoncent des licenciements à venir et que les salaires restent bas, les travailleurs indiens unis viennent de lui montrer leur force!

Palestine Victoire, Veolia se désengage!

La nouvelle est tombée en fin d'été, Transdev, filiale de Veolia environnement et de la Caisse des dépôts, vient de céder toutes ses participations dans le tramway de Jérusalem à des investisseurs israéliens. Rappelons que sa participation était de 5% dans le consortium propriétaire des équipements et que la société était actionnaire à 100% de Connex Jérusalem l'opérateur du tramway. En août 2013, déjà Alstom avait dû revendre ses 20% de participation dans Citypass à des investisseurs israéliens.



C'est une victoire significative pour isoler l'État colonial d'Israël, l'aboutissement d'une campagne lancée en 2007 contre la participation de Veolia à la colonisation, en particulier par le développement du tramway colonial de Jérusalem. Ce retrait de Veolia risque de s'avérer fort coûteux pour une entreprise qui avait fait un bien mauvais choix en investissant dans un projet qui de toute évidence violait le droit international. On l'a vu tout récemment avec Orange: le désengagement, fût-il pour une simple licence de marque, a toujours un coût. Que les entreprises françaises et le gouvernement se le tiennent pour dit. Dans tous les cas, c'est une avancée qui s'inscrit dans le cadre du mouvement international BDS (Boycott désinvestissement sanctions) qui marque ainsi un nouveau point. La mobilisation continue.

GRÈCE Crise de désorientation

À quelques jours des élections législatives du 20 septembre, non seulement cette échéance décidée par Tsipras prend un autre tour que celui que le Premier ministre voulait lui assigner, mais en outre, elle brouille un peu plus l'orientation unitaire indispensable pour une véritable gauche fidèle au Non au diktat des instances européennes.

Plus que les résultats électoraux, l'enjeu dans une période où pas mal de replis sectaires sont à craindre, est la capacité à proposer des perspectives d'action unitaire qui redonnent confiance en ses propres forces à un « peuple de gauche » assommé ou ulcéré par la confiscation de ses deux victoires électorales de janvier et juin.

Une crise profonde de Syriza

Des milliers de militantEs et sympathisantEs désorientés, qui avaient cru à la radicalité de Syriza, en viennent à douter de la possibilité d'inquiéter le capitalisme, et pourraient ne pas voter le 20. Tsipras s'adresse à eux, en rappelant le seul bilan positif qu'il peut aligner, quelques mesures de soulagement social, ajoutant que si le mémorandum doit être appliqué, le gouvernement prendra des mesures pour en neutraliser la portée! Dragasakis, le vice Premier ministre, assume le retournement: « Quand Syriza était dans l'opposition, nous avons fait une erreur en diabolisant le terme de mémorandum »... Quand on se rappelle les discours de Tsipras avant le 25 janvier, on peut dire que le reniement est total.



Après la victoire du Non il y a quelques semaines, battre l'austérité. DR

Tout cela explique la chute de Syriza dans les sondages, en tête à tête avec la droite qui était à 10 points il y a encore peu. En même temps, cette remontée de la droite sauvera peut être Syriza: la base militante, persuadée que Tsipras s'est battu seul contre la troïka, mais aussi bien des déçus de Syriza, voteront quand même contre le risque d'une droite « décomplexée » et encore plus qu'avant anti-immigrés, anti-réfugiés. Ils

penseront donner ainsi à leur vote un caractère de classe.

À gauche de Syriza, l'enjeu de la période

Le projet de la Plateforme de gauche/Unité populaire ne prend pas vraiment. Loin de retrouver la masse militante correspondant aux désaffections de Syriza, Lafazanis et sa direction, quelle que soit la radicalité du discours, souffrent d'un manque

de crédibilité lié au fait que, tapant tardivement du poing par rapport à la dérive de leur gouvernement, ils restent perçus comme des hommes d'appareil.

Au sein de la coalition Antarsya, une grande discussion a eu lieu, prenant en compte l'importance d'offrir des débouchés unitaires à gauche, mais l'absence de rupture anticapitaliste de la Plateforme de gauche/Unité populaire quant à l'Union européenne plus les conditions voulues pour des listes unitaires (ainsi la disparition du sigle Antarsya) ont entraîné la décision de construire des listes anticapitalistes autour d'Antarsya.

Ce contexte semble donner un peu d'air au sectaire KKE, pour qui le vieux militant Glezos a déclaré vouloir voter! Le plus important en ce moment reste que bien des militantEs, ou courants, hésitent et sur leur vote et sur le projet de construction. Ainsi la majorité de sa jeunesse quitte Syriza sur la base d'un très bon texte conclu sur des perspectives anticapitalistes larges. La situation est donc très fluctuante. La priorité en cette période est de développer une gauche anticapitaliste sur la base d'un bilan du projet Syriza, mais en même temps d'offrir une politique de large front unique pour rendre concret le Non au référendum, référence pour la période, mais aussi pour intensifier la lutte antiraciste et antinazie. Dans les sondages, Aube dorée reste le troisième parti... D'Athènes, A. Sartzekis

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX PERTINENTS

LA VIE SANS SÉCU...



- FAUSQUE -

La Sécu s'est construite en 1945 sur des principes qui ont gardé toute leur valeur. Combattus par le patronat, plusieurs n'ont jamais été appliqués, d'autres abandonnés au cours des années.

L'universalité

« le but à atteindre est la réalisation d'un plan qui couvre l'ensemble de la population du pays contre l'ensemble des facteurs d'insécurité » (Ordonnance du 4 octobre 1945). Les salariés sont protégés dès 1945 contre des risques sociaux (des événements nécessitant une prise en charge collective) : maladies, maternité, invalidité, décès, accidents de travail et maladies professionnelles, famille... L'ordonnance prévoyait même d'étendre la Sécu à « des risques ou prestations non prévus par les textes en vigueur ». Mais les gouvernements craignant des institutions autonomes et trop puissantes, l'UNEDIC (la caisse contre le risque chômage créée en 1958) et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNASA) ne seront pas intégrées à la Sécu.

La Couverture maladie universelle (CMU) et l'Aide médicale d'État (AME) créés en 1999 ont été présentés comme achevant la construction d'une sécu universelle. Mais de fait, les pauvres sont traités à part des autres assurés sociaux. De plus, les sans-papiers reçoivent un traitement différent, privés de certaines prestations, et devant prouver un séjour d'au moins trois mois pour prétendre aux remboursements. Les précaires qui ne peuvent pas franchir les barrières administratives sont nombreux à ne pas avoir de couverture sociale.

L'unicité

L'objectif d'une seule caisse interprofessionnelle et pour tous les assurés s'est heurté dès la création de la Sécu à l'opposition de plusieurs catégories. Les agriculteurs, les professions libérales, les commerçants et artisans ont refusé d'intégrer la sécu des salariés et ont créé les régimes agricoles et celui des professions indépendantes. Les salariés sous statut qui bénéficiaient déjà de caisses

professionnelles, ont craint le nivellement des prestations par le bas et ont ainsi obtenu le maintien des « régimes spéciaux » (SNCF, RATP, EDF...) avec l'appui de leurs fédérations professionnelles CGT, cela en opposition à la confédération qui défendait l'intégration de tous les salariés dans le même régime, avec un système complémentaire pour garantir les droits supérieurs du moment.

Le faible montant des pensions, le plafonnement des retraites des cadres expliquent la création de l'Agirc (Association générale des institutions de retraite des cadres) et de l'Arcco (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés). La stratégie du patronat sera de contourner la sécu. Il refusera l'augmentation des cotisations vieillesse du régime général jusqu'aux années 70. Le montant des retraites du régime général sera maintenu à un taux très faible et le nombre d'affiliés aux régimes complémentaires va connaître une forte extension (500 000 en 1957, 5 millions à la fin des années 60). L'insuffisance des remboursements permettra aussi le développement des complémentaires santé, mutuelles et assurances.

Sous la pression du MRP (Parti « démocrate chrétien ») et de la CFTC, la branche spécifique « allocations familiales », d'abord provisoire, sera pérennisée par une loi de 1949. L'éclatement de l'institution sera imposé en 1967 par une ordonnance gaulliste qui affaiblit la sécu en la divisant en branches (maladie et accidents de travail, retraites, famille et recouvrement.) avec des budgets séparés, répondant ainsi à une exigence du patronat.

L'uniformité

Contrairement aux assurances où les primes varient selon le contrat et la couverture choisie, la sécu garantit le même niveau de contribution à chacun – des cotisations en pourcentage du salaire – et des prestations identiques – même remboursements et allocations, règles de calcul des pensions identiques. Mais la multiplication des attaques depuis une quarantaine d'années – déremboursements de médicaments, forfaits et franchises, non prise en charge de certains frais dans leur totalité, dépassements d'honoraires – détruit ce principe de base. Un tiers de la population doit renoncer à des soins (optiques, dentaires, etc.).

L'autonomie et la gestion ouvrière

La Sécu devait être indépendante : de l'État et du patronat. Elle devait gérer elle-même son budget, constitué en 1945 quasi exclusivement par les cotisations sociales. Ce principe connaît de sérieuses limites, car dès l'origine, le gouvernement et le Parlement décident du financement et des prestations.

La gestion des caisses devait être confiée aux représentants élus des assurés sociaux. La CGT est majoritaire, mais le patronat obtient 25% des postes dans les conseils d'administration et gère de nombreuses caisses avec la CFTC. En 1967, les ordonnances gaullistes instaurent le paritarisme (c'est-à-dire la parité entre les représentants du patronat et les représentants syndicaux désignés par leurs organisations) et mettent fin à l'élection des administrateurs. La sécu sera ainsi cogérée par l'État et le patronat allié à FO, puis à la CFDT. La tutelle de l'État sur les caisses sera à plusieurs reprises renforcée. Aujourd'hui, il n'y a plus de conseil d'administration des caisses primaires mais de simples conseils, le gouvernement contrôle tous les actes des caisses et peut refuser leur budget. Le projet de loi Touraine va encore plus loin en voulant « renforcer l'alignement stratégique entre l'État et l'Assurance maladie ».

Le financement socialisé

En 1945, les ressources de la Sécu provenaient en quasi totalité des cotisations sociales proportionnelles au salaire. Cette part du salaire, le salaire socialisé, est versée dans un pot commun (à l'URSSAF) et immédiatement redistribuée par les caisses sous forme de prestations pour satisfaire des besoins sociaux. Mais dès 45, le système de soins est dominé par l'économie de marché, la médecine reste exercée par des médecins libéraux payés à l'acte, une partie du secteur hospitalier reste privée, l'industrie pharmaceutique est maintenue aux mains des trusts privés... cela alors que les banques, Renault, etc. sont nationalisés. Cette cohabitation entre un financement socialisé et la médecine privée est une des contradictions qui va miner l'institution. La division artificielle entre la part dite salariale des cotisations et la part dite patronale est une autre contradiction qui sert de justification aux patrons pour s'immiscer dans la gestion des caisses.

LA SÉCURITÉ S

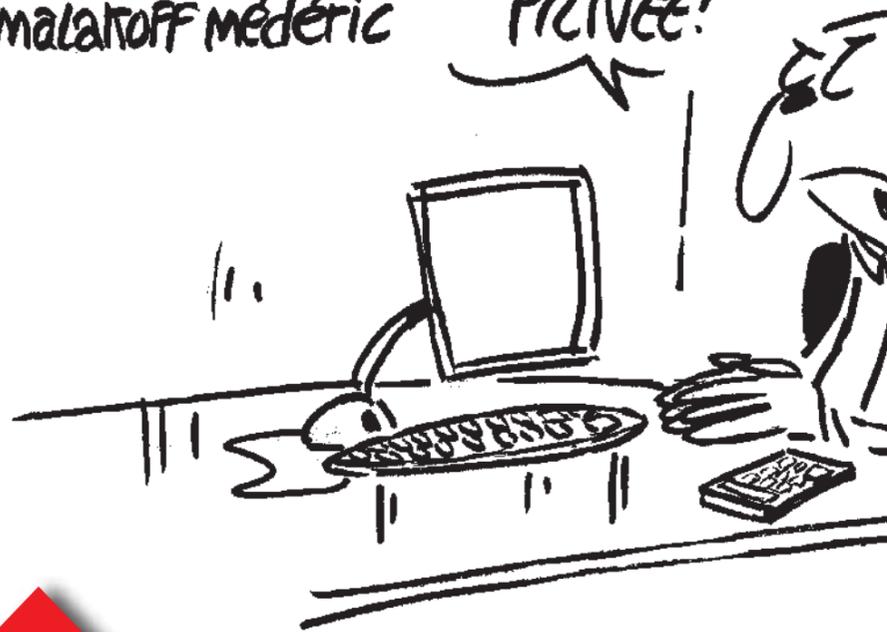
70 ANS

UN ACQUIS HISTORIQUE

EN PÉRI

MALAKOFF MÉDÉRIC

PLACE À L'ASSURANCE PRIVÉE!



Les commémorations officielles des 70 ans de la sécu ont débuté en mai 2015. Le gouvernement a rendu hommage à « ce trésor national », tout en prétendant « adapter la sécu à l'économie de demain » sans aucun doute la poursuite de sa politique d'adaptation et de soumission.

Le vrai défi, celui auquel doit se confronter le mouvement ouvrier, c'est la défense de la Sécu, sa reconquête, son développement. En clair, la mobilisation contre ce gouvernement et tous les fossoyeurs de la Sécu. Les ordonnances de création de la Sécurité sociale ont été promulguées en octobre 1945. Chômeur ou PDG, chacun a pu se soigner et accéder à l'hôpital public. Les familles ont bénéficié des allocations familiales, et les travailleurs de leur retraites. Les fondateurs de la Sécu voulaient « libérer la classe ouvrière de la peur du lendemain ». L'objectif a été atteint et l'insécurité sociale a beaucoup reculé durant une trentaine d'années.

Au cœur de l'affrontement capital travail

Le patronat n'a jamais accepté une institution qui ponctionne ses profits, jamais accepté que « chacun cotise selon ses moyens et perçoive selon ses besoins », un principe qui préfigure partiellement un mode de répartition des richesses non capitaliste. Dès les années 50, il a publié de multiples rapports attaquant la Sécu. De 1953 (première tentative de réforme des retraites) à aujourd'hui (loi Touraine), les gouvernements de droite et de gauche se sont fait les relais du CNPF, puis du Medef.

Le droit à la santé a été rogné, les retraites réduites. De la grève générale des fonctionnaires en 1953 aux luttes des années 2000 pour les retraites, les contre-réformes se sont à chaque fois heurtées aux mobilisations des salariés scandant « la Sécu, elle est à nous, on s'est battu pour la gagner on se battra pour la garder », manifestant ainsi leur fort attachement à cette institution. Et si la Sécu existe toujours, c'est uniquement grâce à ces résistances.

L'ASS...
C'EST...
MIR...

SOCIALE A NS TORIQUE

II!



Dossier réalisé par la commission santé sécu social

La ministre de la Santé Marysol Touraine a sécurité sociale aux défis du 21^e siècle». Sans aux desiderata du patronat.



TRAVAIL DE SAPE AU PROFIT DU PRIVÉ

Toute une série de mesures depuis une vingtaine d'années favorisent une privatisation rampante de la branche maladie de la Sécu.

L'augmentation des «restes à charge»

Depuis 1947, la presse évoque le «trou abyssal» de la Sécu et des dépenses excessives de santé. En réalité, la Sécu souffre d'un manque de recettes en raison de la faible croissance des salaires, du chômage, et des politiques gouvernementales (exonérations, baisse de cotisations dites patronales...). Sous prétexte du pseudo-déficit, on ne compte plus depuis la seconde moitié des années 70 le nombre de plans qui ont réduit les taux de remboursements et augmenté la part dite salariale des cotisations sociales (qui ampute le salaire net, à la différence de l'augmentation de la part patronale).

La sécurité sociale rembourse les 3/4 de la consommation des soins et biens médicaux (CSBM), c'est-à-dire l'ensemble des soins (hospitaliers et ambulatoires), mais les soins courants (pratiqués par des généralistes ou spécialistes: pharmacie, infirmierEs libérales, kinés...) ne sont plus remboursés qu'à 55% en moyenne. Le ministère reconnaît que la sécurité sociale «concentre son intervention en faveur du gros risque». Cela montre clairement son objectif à court ou moyen terme: se débarrasser des «petits risques», les plus rentables pour les assurances...

Et en effet, les déremboursements des médicaments ou leur remboursement dérisoire (ceux à 15% vont être déremboursés), le forfait sur les séjours hospitaliers, les forfaits sur les actes médicaux, les franchises médicales, le remboursement très faible de l'optique et de certains frais dentaires, la pénalisation des assuréEs qui ne respectent pas le parcours de soins, les dépassement d'honoraires, ont deux

conséquences: le non recours à des soins pour 30% de la population (un coût pour la sécu, car le recours tardif à l'hôpital avec des pathologies aggravées peut coûter cher) et l'obligation d'avoir recours à des complémentaires santé pour ceux qui le peuvent, ce qui réduit le périmètre de la sécu.

La fiscalisation

Le patronat a constamment mené la bataille pour la baisse et la suppression des cotisations sociales. La baisse du salaire direct est immédiatement visible avec la baisse du pouvoir d'achat. Par contre, la réduction du salaire socialisé, accompagné de la perpétuelle campagne sur la lourdeur des «charges sociales» n'apparaît pas directement comme une attaque frontale pour la population, les conséquences sur le pouvoir d'achat – augmentation d'impôts, des tarifs des complémentaires – étant différées dans le temps.

L'enjeu (chiffres de 2013)

Recettes de la protection sociale ¹ provenant des cotisations sociales		440,1 milliards (64% des recettes)
COMPARAISONS		
Recettes totales de la protection sociale		707,6 milliards d'euros (1/3 du PIB)
PIB		2 113,7 milliards d'euros
Budget de l'État		284 milliards de recettes fiscales

¹ Sécurité sociale + pôle emploi + retraites complémentaires + collectivités locales

Michel Rocard a engagé la fiscalisation en créant la CSG en 1990. Cet impôt qui a remplacé la cotisation a constamment augmenté sous les gouvernements de gauche et de droite (de 1,1% en 1990 à 7,5% sur les revenus d'activité).

Les exonérations de la part patronale des cotisations sociales depuis le début des années 90, ont considérablement augmenté en 20 ans, pour atteindre 30,8 milliards en 2008. Elles ont diminué (25,7 milliards en 2013) avec la suppression des exonérations sur les heures supplémentaires, mais vont ensuite connaître une nouvelle progression avec les mesures du pacte de responsabilité en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015: baisse du

taux de cotisation des allocations familiales (elles sont uniquement «patronales») de 1,8 point jusqu'à 1,6 SMIC et suppression pour tous les salaires au SMIC de l'ensemble des cotisations «patronales» pour la sécu, la caisse d'autonomie et le fond d'aide au logement. Ces dispositions s'ajoutent au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi-CICE: 20 milliards).

Le basculement du mode de financement

La branche maladie n'est plus majoritairement financée par les cotisations sociales. Le pacte de responsabilité va accélérer ce processus qui s'étendra aux branches famille et vieillesse. L'étatisation de la Sécu franchit un nouveau pas.

	Part du financement par les cotisations	
	Sécurité sociale	Branche maladie
1980	96,9%	98,00%
2014	57,40%	46,60%

à une assurance complémentaire santé pour tous les salariéEs et leurs ayants-droits. Le gouvernement a fait ce choix plutôt que d'étendre le remboursement de la Sécu à 100%. Les cotisations et couvertures seront variables d'une entreprise à l'autre, et pourront être limitées à un panier de soins. Les cotisations seront prises en charge à 50% par les employeurs qui bénéficient d'une exonération de ces cotisations sociales en plus de la déduction de l'impôt sur les sociétés, alors que la déduction pour les salariéEs a été supprimée. Hollande a annoncé en juin que ce dispositif serait étendu aux retraitéEs d'ici 2017.

Les réseaux de soins

Après les assurances, les mutuelles ont la possibilité depuis 2013 de créer des réseaux de soins. Leurs adhérentEs sont mieux remboursés lorsqu'ils consultent un professionnel rattaché au réseau à partir du moment où la Sécurité sociale prend en charge moins de 50% du remboursement. C'est donc réservé aux opticiens, dentistes et audioprothésistes... pour le moment. Mais les remboursements des soins courants n'ont cessé de baisser pour atteindre 55%...

La montée des assurances privées

Les assurances se concentrent et proposent des offres alléchantes, parfois moins chères que les mutuelles. Les mutuelles s'adaptent en renonçant à leur principes pour proposer «une gamme d'offre de contrats». Des mutuelles se démutualisent ou fusionnent avec des assurances. Des groupes de protection sociale comme Malakoff-Médéric rassemblent dans une même entité des institutions de retraites complémentaires, de prévoyance, des mutuelles, des sociétés d'assurance. Les mutuelles, au nombre de 5780 en 1995, sont aujourd'hui moins de 500. Elles ne seront plus qu'une centaine en 2018 (Étude du cabinet SIA Partners, *les Échos* du 25 septembre 2014).

Les enveloppes fermées

Depuis le plan Juppé (1995), les recettes et les dépenses ne sont plus déterminés par les besoins mais elles sont fixées à l'avance par une loi annuelle de financement de la sécurité sociale (LFSS), votée chaque année au Parlement. Un dispositif d'alerte doit s'enclencher afin que des mesures d'économie soient prises si l'équilibre financier n'est pas atteint. La logique financière prime au détriment des besoins.

Les complémentaires obligatoires

L'accord national interprofessionnel (ANI) rend obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 l'adhésion

DE LA PRIVATISATION RAMPANTE À LA FIN DU MONOPOLE?

Directives européennes, négociations du traité de libre échange USA-UE, l'exemple grec montre la brutalité avec laquelle ces institutions peuvent agir.

La commission européenne pour la libre concurrence

La gestion des services publics de l'Union européenne a été définie dans le traité de 2007: «Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (SIEG) sont soumises aux règles de concurrence». Le régime des SIEG est flou et est soumis à l'interprétation de la Cour de justice européenne. Jusqu'à présent, les multiples recours des libéraux qui veulent abroger le monopole de la Sécu ont été

rejetés par la Cour qui rappelle que «les États membres ont la faculté de définir les principes fondamentaux du système de sécurité sociale».

Mais la jurisprudence est évolutive et la commission à l'offensive. En 2011, elle a proposé, sans succès, un texte réformant les services publics en Europe qui propose en catimini dans une annexe que la sécurité sociale obligatoire fasse annuellement l'objet d'un «avis de marché» au terme duquel les pouvoirs publics choisiraient le meilleur des candidats parmi les opérateurs qui auraient postulé dans le cadre du «marché de la Sécu». Des propositions de directives sur les contrats de concession et sur la passation des marchés publics voulaient assurer aux opérateurs économiques la

pleine jouissance des libertés fondamentales dans la concurrence pour les marchés publics, en particulier dans les services sociaux, dont les services de sécurité sociale.

Le Tafta pour ouvrir le marché des services publics

Après l'échec de l'Accord multilatéral d'investissement (AMI), le traité commercial transatlantique discuté actuellement dans la plus grande opacité entre les États-Unis et l'Union européenne a pour objet de créer une énorme zone d'échanges marchands, d'ouvrir tous les marchés sans exceptions, d'établir des tribunaux arbitraux privés pour régler les litiges. La Sécurité sociale pourrait ainsi être jugée pour atteinte à la concurrence par un tribunal privé.

En savoir plus

– Le site de la commission: sante-secu-social.npa2009.org

– La brochure du NPA: Non au pacte de responsabilité. La sécu, elle est à nous! 2 euros



AIR FRANCE

La direction met le stylo sur la tempe!

La direction d'Air France vient d'annoncer de nouvelles attaques contre les salariéEs dans le cadre du plan « Perform 2020 » qui vise à faire un milliard d'« économie » par an.

Fait unique dans son histoire, elle promet 10% de baisse de l'activité vols long-courriers et des licenciements secs en cas d'échec des négociations d'ici fin septembre. Ce milliard, le groupe le cherche dans la masse salariale, et en priorité dans celle des personnels navigants, des pilotes. La masse salariale d'AF/KLM représente 7,4 milliards d'euro par an, 31% du CA contre par exemple 25% à Lufthansa.

Pour cela, la direction déforme les résultats économiques : « Air France va mal », la litanie serinée depuis plusieurs années... AF/KLM a réalisé 20% de gains de productivité en 2 ans, supprimé 8 000 emplois, revu à la baisse les accords d'entreprise, avec des salaires bloqués depuis 3 ans. Aujourd'hui, les navigantEs sont la cible : réduction du temps d'arrêt et de repos, augmentation des heures de vol, baisse du nombre d'hôtesse et de stewards... Tout cela sans augmentation de salaires, et avec une remise en cause des règles de carrière, d'ancienneté...



Comment ça va mal?

Pourtant, le transport aérien est une activité en croissance, de 5% par an en moyenne, et le secteur va dégager mondialement 29 milliards de dollars. Les économies de carburant sont de plus de 1 milliard par an, alors que le prix des billets ne cesse d'augmenter! De plus, Air France a remboursé 900 millions de crédits, et investi 818 millions en 6 mois. Le nombre de passagers transportés ne cesse de croître, les avions sont tous pleins à craquer... La direction essaye de distiller la peur et la division parmi les salariéEs par sa campagne d'intox en prenant pour cible les pilotes et hôtesse « qui ne veulent pas suivre les efforts faits par le personnel au sol ». Néanmoins, la colère monte devant cette sinistre farce d'une compagnie qui serait en train de mourir, car les personnels au sol sont aussi dans le collimateur et, dans tous les cas, la direction promet des licenciements là où le secteur est plus cher que la concurrence. Autant de raisons de se battre, personnels navigants et sol. La direction compte certes sur la collaboration de syndicats complaisants sortis en tête des dernières élections au sol, comme la CGC, mais les résultats ont aussi montré une très forte progression de Sud dans le gros secteur de l'industriel (9 000 salariéEs) où le syndicat est arrivé nettement en tête. Les salariéEs d'AF, sols et navigants, feront sûrement parler d'eux dans les mois qui viennent.

Correspondant

COLLÈGES Réussir la grève du 17 septembre... et continuer!

Le 17 septembre, les syndicats enseignants appellent à une nouvelle journée de grève contre la réforme du collège initiée par Najat Vallaud-Belkacem.

Cette dernière n'a en effet pas caché son mépris total pour les enseignantEs et leurs organisations syndicales. Alors que les syndicats représentant 85% de la profession se sont prononcés contre cette réforme, que la grève du 19 mai dernier a été majoritaire dans les collèges, la ministre a osé parler de « malentendu » avec les enseignantEs. Visiblement, le « malentendu » est plutôt du côté de la ministre, qui, le 20 mai dernier, au lendemain de la grève, a provoqué toute la profession en publiant les décrets d'application de la réforme.

Une réforme contre les élèves et les enseignantEs

La réforme du collège va signifier une baisse impressionnante du nombre d'heures de cours par discipline pour chaque collégien : une baisse de 486 heures (plus de 18 semaines de classe) sur les quatre années, avec 3204 heures de cours disciplinaires sur toute la scolarité en collège contre 3690 heures actuellement. Les langues anciennes et langues régionales disparaissent comme disciplines, et les classes européennes sont supprimées (ce que ne compense pas en nombre d'heures l'ouverture d'une LV2 en cinquième).

20% des enseignements seront désormais organisés établissement par établissement, sans aucun cadrage national. D'un collège à l'autre, les élèves n'auront donc pas droit aux mêmes cours, n'auront pas accès aux mêmes connaissances. Pire, chaque établissement pourra moduler les horaires de cours alloués à chaque discipline au sein du cycle



À Bordeaux le 19 mai dernier. DR

5^e-4^e-3^e, et décider par exemple de concentrer le français en 5^e et les maths en 4^e... On aboutit ainsi à une véritable territorialisation du collège, ne laissant plus aucun caractère national à l'éducation. Enfin, cette réforme cherche à mettre au pas et à caporaliser tous les enseignants. Les 20% d'heures d'autonomie (heures d'aide personnalisée - AP - et d'enseignements pratiques interdisciplinaires - EPI) seront en effet prises sur le quota d'heures de n'importe quelle discipline. Les collègues devront se battre entre eux pour savoir quelle discipline diminuera ses heures de cours. La décision en reviendra au conseil pédagogique... dont les membres sont choisis par le chef d'établissement! Une fois répartis les frais, la mise en place de l'AP et des EPI restera une usine à gaz. Non seulement les projets interdisciplinaires sont imposés et encadrés par la hiérarchie, mais en plus, aucun temps de concertation n'est prévu. Les profs devront donc choisir entre faire un travail bancal, ou travailler en équipe... mais en dehors des heures de travail!

Tout cela menace la liberté

pédagogique des enseignantEs. En effet, sans cadrage national et annuel des programmes, il sera nécessaire d'imposer une forte coordination entre les collèges. Et comme aucun temps de coordination ne sera libéré aux équipes, la coordination sera confiée individuellement à des petits chefs d'équipe, monnayant les toutes nouvelles indemnités de mission particulière (IMP)...

Construire le rapport de forces pour imposer le retrait

Le 19 mai dernier, les enseignantEs de collège ont majoritairement fait grève pour revendiquer l'abandon de cette réforme. Malheureusement, aucun véritable plan de bataille n'a été mis en œuvre pour permettre d'obtenir satisfaction. L'appel à la grève tardif le 19 mai, puis les tergiversations de l'intersyndicale après la provocation de la publication des décrets, n'ont pas aidé à donner confiance aux collègues dans le fait qu'il était possible de gagner. La veille de la grève du 11 juin, l'intersyndicale acceptait encore d'être reçue par la ministre, qui disait pourtant explicitement qu'elle ne retirerait pas ses décrets, mais ne discuterait que de leur mise en application. Dans ces conditions, la grève du 11 juin ne pouvait qu'être en retrait par rapport à la précédente. Ce nouvel appel à la grève le 17 septembre va être l'occasion pour les enseignantEs de tenter de construire à nouveau une véritable mobilisation contre la politique



du gouvernement. Dès maintenant, il faut tenter de remettre en lien les équipes militantes qui ont bougé l'année scolaire dernière, et proposer d'organiser des AG d'établissements, de villes, en posant dès maintenant la question des suites. Car une seule journée de grève ne suffira pas à faire abroger les décrets, et il est probable qu'il faudra plus qu'une grève isolée des enseignantEs du second degré pour contrer la politique du gouvernement.

De même que les personnels de la santé, mobilisés aussi ce jour-là, la journée interprofessionnelle du 8 octobre devra être une occasion de se mettre en grève cette fois-ci toutes et tous ensemble contre la politique du gouvernement.

Aurélien Perenna

LOI MACRON La riposte se précise

Après la provocation constituée par l'annonce de 12 Zones touristiques internationales (ZTI) parisiennes ouvertes chaque dimanche et jusqu'à minuit (voir l'Anticapitaliste n°301), le CLIC-P organisait une réunion unitaire le 2 septembre pour élaborer une riposte commune.

Étaient présents, outre la CNT-SO, des représentantEs de plusieurs composantes du Front de gauche dont des éluEs parisiennes, des Jeunes Verts et de Femmes Égalité (bien qu'absent, le NPA s'est déclaré ouvert à y participer). Est aussi paru un communiqué commun des unions départementales CGT, FO et Solidaires qui flingue dur: « Méthodes autoritaires, destruction de la protection des salariéEs du commerce, conséquences néfastes sur de nombreuses professions, pour la diversité du commerce, pour les habitantEs et pour l'ensemble de la société, au



seul bénéfice des actionnaires des grands groupes de la distribution. »

Lors de l'assemblée générale des militantEs du commerce du 8 septembre où de nombreuses enseignes étaient

représentées, il a été validé le principe d'un rassemblement devant le ministère de l'Économie à Bercy mardi 15 septembre pour aller remettre collectivement notre avis à Macron. Des agents des télécommunications, dont les agences situées dans les ZTI sont aussi visées par ces ouvertures, et des cheminotEs devraient y participer.

Mobiliser dans la durée

Il s'agit aussi de penser la mobilisation sur le moyen et le long terme, une fois les arrêtés définitifs publiés: probablement des actions dans un maximum de ZTI, visant

en particulier à faire prendre conscience aux riverains de la situation à venir ainsi que de populariser l'organisation d'un meeting, d'ici la fin de l'année, à l'image de la réunion publique organisée le 4 décembre dernier. De son côté, Anne Hidalgo, dans le Parisien, s'est dit à juste titre « maltraitée » par Macron sur le travail du dimanche et prévoit le lancement d'un observatoire à ce sujet. Soutenue par Martine Aubry, elle annonce également sa volonté de saisir le Conseil constitutionnel pour avoir la main sur les dites ouvertures. LD

LA FERME DES BOUILLONS

Une ZAD évacuée au profit de l'ultra-droite

Une ZAD contre le béton d'Auchan... À Mont-Saint-Aignan, dans la banlieue de Rouen, 4 hectares de terres agricoles étaient occupés depuis 2 ans et demi par un collectif militant pour empêcher la démolition de la ferme, acquise par Auchan à travers sa filiale immobilière et située sur une zone à urbaniser (rebaptisée « zone à humaniser » par les occupantEs)...

L'occupation et les actions militantes menées sur place ont gagné deux combats: l'occupation jusqu'à expiration du permis de démolir et la requalification des terres en zone naturelle protégée.

AGRICULTEURS À PARIS

L'« enterrement de première classe »

1500 tracteurs, des milliers de manifestants à Paris le jeudi 3 septembre... Mais pourquoi ?

La crise de l'agriculture en général, de l'élevage en particulier, est bien réelle, la détresse de paysans qui n'arrivent plus à vivre de leur travail est aussi une réalité. Mais les objectifs de la manifestation de la FNSEA et du CNJA (les « Jeunes agriculteurs ») tournaient radicalement le dos à toute sortie de cette crise. Les « solutions » de la FNSEA, qui sont exactement les recettes appliquées depuis des dizaines d'années, ne peuvent que causer plus de faillites, de disparitions de fermes, de désespoir. C'est, comme le dénonce la Confédération paysanne, un « enterrement de première classe ». Le déroulement de la journée était parfaitement orchestré : convergence des convois de tracteurs, défilé, rassemblement place de la Nation, rencontre avec Valls, discours et annonces. Les demandes de la FNSEA sont toujours les mêmes : trois milliards d'euros d'investissements, moins de « charges », moins de normes...

Sans surprise, Xavier Beulin, président de la FNSEA et gros patron de l'industrie agro-alimentaire, et Thomas Diemer des Jeunes agriculteurs, ont été « entendus » par Manuel Valls... tant leurs discours libéraux convergent. Le Premier ministre s'est même fendu d'une déclaration enflammée : « C'est un message d'amour, c'est un message fort et sincère : vous avez le soutien de la Nation ». Il n'y a pas eu que les mots, il y a aussi les preuves d'amour à l'égard de cette agriculture capitaliste. Valls a donc annoncé des rallonges financières au plan d'urgence du 22 juillet pour les éleveurs, et repris à son compte la demande de la FNSEA, indiquant qu'en comptant l'État, la Région et l'Europe, les aides totales aux agriculteurs seront portées à « 3 milliards d'euros en 3 ans ». À côté des promesses d'« année blanche » pour le remboursement des dettes bancaires des agriculteurs en difficulté, de baisse des cotisations, son discours est tout entier centré sur la « mo-der-ni-sa-tion » : modernisation des outils de production avec l'appui de l'Union européenne, modernisation des outils d'abattage-découpe en augmentant les subventions de l'État.

Sifflets et huées

Enfin, cerise sur le gâteau productiviste et pollueur, Valls entonne à son tour le couplet anti-écologique : « L'urgence, c'est aussi la simplification des normes. Car l'excès de réglementations joue contre nos exploitations dans la concurrence européenne et mondiale. (...) D'ici février – et c'est une pause – aucune mesure nationale allant au-delà des obligations européennes ne sera prise. » Exit donc tout ce qui protège un tant soit peu l'environnement, la qualité de notre alimentation et la santé des agriculteurs. Le seul imprévu de cette journée réside probablement dans les sifflets et huées d'une partie des manifestants à l'issue du discours de Xavier Beulin qui se félicitait du résultat de la rencontre. En effet, loin de sauver les paysans, les mesures éloigneront peut-être – provisoirement et pour



Jeudi 3 septembre beaucoup de tracteurs pour rien... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

certaines seulement – la menace de la faillite, mais globalement elles ne feront qu'accélérer ce que Laurent Pinatel de la Confédération paysanne appelle à juste titre un « énième plan de licenciement de l'agriculture ». La solution ne réside pas dans des « aides » récurrentes qui bouchent un temps quelques trous, mais dans la refondation d'une agriculture de

qualité, une agriculture dégagée de l'injonction à l'exportation et de la concurrence, avec des prix rémunérateurs pour les agriculteurs, pas pour les industriels de la mal bouffe. Une agriculture qui ne se confonde pas avec l'industrie et la finance, mais qui soit respectueuse de la nature et des hommes. **Commission nationale écologie**

OGURA ONNAING (59) Avec les salariéEs, contre les licenciements

En juin 2014, suite à la perte de marché représentant 70% de l'activité de ses ateliers, la société Ogura (Industrie automobile) s'est séparée d'une vingtaine de salariéEs : licenciements pour inaptitude au travail, économique et d'autres masqués comme des départs volontaires et des ruptures conventionnelles...

En novembre 2014, malgré la lutte du syndicat SUD Ogura épaulé par l'UL SUD de Valenciennes et SUD Industrie 59/62, la direction a relancé un PSE. Bien sûr, les gérants de cette PME mettent en avant ce nouveau PSE comme un tremplin, permettant un retour à l'équilibre de la société qui inciterait les actionnaires à réinvestir. Et suite à l'annonce du bilan économique « désastreux », la direction relance une nouvelle fois un PSE dès juillet 2015. Au total, le site a perdu 61% de son effectif qui a atteint au maximum 90 salariéEs.

Fermer à tout prix

En réalité le groupe se porte bien : son objectif masqué est de fermer cette usine et de délocaliser la totalité de la production, dont une partie est déjà fabriquée en Inde et en Chine. Et la vente de la ligne de production au premier semestre 2015 confirme bien les inquiétudes des salariéEs. La direction vise avant tout les militantEs de SUD Industrie et les membres du CE-CHSCT qui occupent les postes concernés par ce plan de restructuration. Les salariéEs vont se mobiliser une nouvelle fois ce jeudi 10 septembre devant l'entreprise Ogura. Le NPA sera à leur côté.



Une affiche locale de Solidaires Industrie.

Toutes et tous ensemble pour imposer l'interdiction des licenciements !

Correspondant

LOGEMENT

Un été d'expulsion...

Cet été, de nombreuses expulsions de logement ont eu lieu, et tout particulièrement en Seine Saint-Denis. Camps de Roms, immeubles insalubres et squattés, familles jetées à la rue pour impayés...

Les Roms ont été particulièrement visés : le 9 juillet, expulsion du campement rom d'Ivry-sur-Seine (94) avec un tiers des habitantEs sans solution ; le 21 juillet, expulsion du camp dit de « la Folie » à l'entrée de Bobigny (93) ; le 24 juillet, expulsion des Roms de leur village d'insertion à Saint-Ouen (93) ; le 27 août, expulsion du plus vieux campement rom de l'Île-de-France dit du Samaritain, à la demande du maire communiste de La Courneuve (93). Ce dernier n'a pas trouvé crédible toute solution de « sortie douce » du campement, pressé qu'il était de faire le ménage avant la tenue de la COP21 dans la ville mitoyenne du Bourget...

Mais c'est aussi toute une kyrielle d'expulsions qui ont eu lieu, de familles vivant dans des immeubles insalubres et dangereux qu'elles occupaient faute d'une meilleure solution. Et particulièrement en Seine-Saint-Denis : Pantin, La Courneuve, Saint-Denis...

Toutes ces expulsions se sont faites dans les pires conditions : en plein cœur de l'été, quand les écoles sont fermées, sans enquête sociale préalable ou si peu. Au Samaritain, le diagnostic social venait tout juste de commencer et malgré les protestations de nombreuses associations, de Toubon (le Défenseur des droits) et de l'évêque de Saint-Denis, la préfecture a préféré mettre à néant tout le travail social réalisé depuis 7 ans, dont la scolarisation des enfants.



Guy Bedos venu soutenir le campement du DAL à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Des campements pour résister

Évidemment, les préfectures renvoient sur le 115, la structure censée assurer l'hébergement qui est complètement saturée et n'assure plus son rôle. Le cynisme, le mépris, l'irresponsabilité du pouvoir, atteignent ici leur comble. C'est ainsi qu'à Saint-Denis par exemple, une famille avec trois enfants, prioritaire DALO, s'est vue jetée à la rue sans hébergement alors qu'elle avait signé pour un logement social définitif 15 jours plus tard !

Pour répondre à cette situation, de multiples campements se sont installés dans les localités concernées. Le DAL a décidé de réimplanter sur la place de la République à Paris un nouveau campement qui regroupe les expulsés de l'été. Les précédents avaient été des succès en matière de relogement. Celui-ci en est déjà un dans la mesure où il donne de la visibilité aux expulsés et pèse sur le gouvernement : toute expulsion en Île-de-France risque de finir sur la place de la République. Pierre Richard et Guy Bedos sont venus apporter leur soutien, et samedi dernier, près de 10000 personnes se sont rassemblées sur cette même place pour dire « welcome » aux réfugiés. Il faut que ce regain de mobilisation profite aux mal-logés parce qu'il n'y a pas d'accueil décent sans logement.

JMB

De nombreuses initiatives sur place pour faire vivre la lutte

En occupant le lieu dans la durée, le collectif s'est élargi et constitué en association de plus d'un millier d'adhérents, et de nombreux débats et concerts ont fait de cet endroit un lieu de politisation unitaire sur l'agglomération, accueillant jusqu'à 3000 personnes lors des « festivals de la Tambouille ». C'est la popularité de cette lutte qui lui a permis de durer sans intervention policière malgré les décisions de justice. Certains élus locaux ont apporté leur soutien aux occupantEs.

Une occupation porteuse d'une alternative agricole et sociale

L'occupation, illégale mais légitime, de la ferme ne pouvait pas durer éternellement, et les occupantEs et l'association

de protection de la ferme des Bouillons ont monté un projet de rachat avec le soutien de la Confédération paysanne et de l'organisme foncier coopératif Terres de Lien. Pendant ce temps, l'activité agricole sur la ferme s'amplifiait et un maraîcher professionnel y travaillait à temps plein. Lors de la soirée de présentation du projet, l'association, qui jouait cartes sur table, ne pouvait pas savoir que des oreilles attentives préparaient le plagiat de ce projet pour le compte de l'adversaire.

L'État et la FNSEA main dans la main avec Auchan

En juillet, la Confédération paysanne, qui siège à la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), découvre qu'Auchan vend la ferme en

catimini à une SCI familiale. Rapidement, Ras l'front révèle les opinions politiques des acquéreurs : proches des catholiques traditionalistes et partisans de la Manif pour tous, dont l'un a participé aux élections européennes sur la liste MPF (Mouvement pour la France, le parti de Philippe De Villiers) d'un des cadres d'Auchan. La combine apparaît alors au grand jour : le projet agricole bidon des Mégard risque de faire revenir les terres dans le giron d'Auchan à travers la revente des parts de la SCI. Le relevé des débats obtenus par des élus régionaux est clair : tout a été orchestré durant l'été pour que la lutte ne gagne pas.

Un gouvernement de combat contre toute victoire sociale et environnementale

Manuel Valls a déclaré au début de l'été vouloir l'évacuation de toutes les ZAD avant la fin de l'année. Le cas de la ferme des Bouillons tient lieu d'avertissement à tous les mouvements analogues sur le territoire : pour Hollande et Valls, mieux vaut la petite cuisine de la FNSEA de la grande distribution et de petits patrons locaux d'ultra-droite que la victoire d'une lutte citoyenne qui, avec les limites des controverses qui l'animent, s'est affrontée à la propriété privée et à un modèle agricole à bout de souffle. Le collectif continue de lutter à l'extérieur de la ferme après une double expulsion, de la ferme puis d'un champ à proximité. La répression policière n'a pas manqué au tableau : garde à vue pour un occupant ayant retardé son expulsion en montant sur le toit, matraquage et gazage d'une

manifestation. Tout est fait pour décourager la lutte, mais elle se poursuit sur un autre site naturel protégé de l'agglomération où les débats se sont poursuivis ce week-end. Un chapiteau y sera installé pour que les événements collectifs qui animaient la ferme puissent se poursuivre. Les occupants des Bouillons n'ont pas dit leur dernier mot. **Commission nationale écologie**



Les Nôtres**Patrice
Lepesqueur**

Notre camarade a été victime de la rapacité du capital. Patrice est mort à un an de la retraite, rongé par un cancer dû à l'amiante.

Ouvrier dans la métallurgie, il avait toujours travaillé dans la même entreprise. Délégué du personnel, avec ses copains de la CGT, il résistait pied à pied aux mauvais coups qui pleuvent dans cette sale boîte. Il représentait son syndicat à l'UL de Louviers (27).

Patrice avait rejoint le NPA dès sa création. Il était toujours candidat sur notre liste à l'élection municipale, et était attaché à son comité Seine-Eure parce qu'il y trouvait un instrument utile à la réflexion et à l'action. Sa gentillesse, son humour pince-sans-rire, ses réflexions pleines de bon sens, nous manquent déjà.

Patrice avait dû encaisser dans sa vie des coups très durs. Mais là, c'est directement l'exploitation capitaliste qui a semé des ravages dans son corps. Il ne part pas sans laisser de trace. Il a participé à la grande filiation ouvrière de combat. Il a contribué à la permanence de la lutte contre un système aliénant et oppressif, et à ce que prenne forme, par touches successives, avec parfois de grandes avancées et en ce moment beaucoup de reculs, l'esquisse d'un monde plus humain, plus solidaire.

Patrice, ta disparition est bien douloureuse. Nous assurons ta compagne Martine et toute ta famille de notre sympathie et de notre affliction.

Ses camarades

**Henri
Prats**

Notre camarade Henri Prats nous a quittés cet été, victime d'un accident de la route. Une voiture l'a violemment percuté alors qu'il circulait en vélo non loin de Marmande, dans le Lot-et-Garonne, où il vivait.

Âgé de 82 ans, il avait longtemps milité à la LCR, avant de s'en éloigner pour y revenir au début des années 2000, avec les camarades de «Voix des travailleurs». Henri était un infatigable militant «révolutionnaire» comme il tenait à se définir. Responsable syndical au SNES lorsqu'il exerçait son métier de professeur à Marmande, il avait à cœur de porter la voix de la contestation et de la révolution dans les milieux ouvriers et animait encore il y a peu un bulletin d'entreprise à l'usine Creuzet.

Adeptes d'une solide formation marxiste pour les militantEs, amoureux des idées et du débat, les camarades de Bordeaux le voyaient régulièrement lors de leurs formations, ou encore dans leurs assemblées générales, ainsi qu'à l'Université d'été qu'il fréquentait assidûment. Il était aussi solidaire et engagé dans les luttes contre le chômage et les précarités, en lien avec la commission précarité depuis la création du NPA. Cultivé, curieux et ouvert, il jugeait aussi important de porter le débat dans les milieux citoyens de Marmande où il participait activement au Café citoyen.

Nous garderons le souvenir d'un camarade discret, mais profondément engagé, intransigeant sur les idées de son camp social, celui des opprimés. Tous les camarades partagent la peine de sa fille.

Ses camarades de Gironde et du Lot-et-Garonne

En campagne**Le NPA à la Fête de l'Humanité**

Planté dans le paysage politique comme un drapeau rouge, la Fête de l'Humanité est le grand rendez-vous de la rentrée politique.

Même si ce rendez-vous n'est plus toujours marqué comme fête du Parti communiste pour les plus de 500 000 personnes qui s'y rendent, cela reste un grand rendez-vous militant. Des militantEs du PCF y animent la plupart des stands, avec parfois de bonnes surprises tant la dissidence avec la place du Colonel-Fabien peut y être affichée avec vigueur. Des militantEs de tout horizon viennent écouter les nombreux débats auxquels parfois le NPA prend part, jeunes et moins jeunes venus écouter les nombreux concerts aux belles têtes d'affiche (Manu Chao, la famille Chedid, Shaka Ponk, etc.), et des militantEs du monde entier au Village du monde, la diversité sera au rendez-vous.

Des migrants à la Grèce, le NPA débat
Depuis sa fondation, le NPA est de la partie : il anime un stand et participe à des débats. Cette année, à notre stand, Olivier Besancenot présentera son dernier livre *Le véritable coût du capital* suivi d'une séance de dédicace, puis animera un débat sur la situation des migrants en présence



Le NPA en mode Fête de l'Huma l'année dernière. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

de ces derniers et d'animateurs de la commission migrations-antiracisme du NPA. Jean-Paul Gautier, co-auteur de *La galaxie Dieudonné*, présentera son dernier ouvrage *De le Pen à Le Pen. Continuités et ruptures* qui fera écho à une actualité brûlante.

Le NPA est aussi invité sur le stand d'Ensemble à un débat, «*Face à la politique du gouvernement, quelles initiatives sociales et politiques à la rentrée ?*», où Christine Poupin représentera le NPA. Christian Varin participera avec Guillaume Etievant (PG), des représentants du PCF et Stathis Kouvelakis à un débat intitulé «*Quelle stratégie pour la gauche radicale après*

le recul du gouvernement grec ?» sur le stand de Grèce France Résistance.

Marx, Engels, Lenine & Beyoncé!

Un bar assurera aussi la restauration, et la librairie La Brèche sera présente tout le week-end au stand. Celui-ci sera par ailleurs animé toute la journée (et une bonne partie de la nuit!) par DJ Tarik. Une soirée surprise «*Marx, Engels, Lenine & Beyoncé*» est annoncée, avec vente de tee-shirts assortis...

Un stand pour des échanges fraternels entre militantEs et sympathisantEs de tout horizon. Venez donc nombreuses et nombreux échanger, boire un verre...
Thibault Blondin

**PROGRAMME
DU NPA**

Sur notre stand (avenue Danielle Mitterrand près de la porte K)

SAMEDI À 14H30 : signature et discussion avec Jean-Paul Gautier autour de son livre *De le Pen à Le Pen. Continuités et ruptures* (éditions Syllepse)

SAMEDI À 16H : signature et présentation du livre d'Olivier Besancenot *Le véritable coût du capital* (éditions Autrement)

SAMEDI À 17H : débat «*Ouvrez les frontières, liberté de circulation*» avec Olivier Besancenot, des migrantEs et des militantEs de la commission migrations-antiracisme du NPA

À l'invitation d'autres forces

SAMEDI À 10H30 : Christine Poupin participera à un débat «*Face à la politique du gouvernement, quelles initiatives sociales et politiques à la rentrée ?*» sur le stand d'Ensemble.

SAMEDI À 14H : Christian Varin débatera avec Guillaume Etievant (PG), des représentantEs du PCF et d'Ensemble et Stathis Kouvelakis de «*Quelle stratégie pour la gauche radicale après le recul du gouvernement grec ?*» sur le stand de Grèce France Résistance

Université d'été d'Anticapitalistas (État espagnol)**Carton plein!**

Tout d'abord carton plein de participantEs : deux jours avant le début officiel, il n'y avait plus de place à l'Université d'été de Ségovie. 800 personnes y sont passées!



Construire un pouvoir populaire. DR

Les universités d'été de notre courant ont donc été un succès des deux côtés des Pyrénées. Pour les camarades espagnols, c'est d'abord une réponse à la question sur la pertinence d'avoir été la seule force politique à être partie prenante de la création de Podemos, «*cet enfant que nous avons aidés à naître et qui menaçait de nous dévorer*», d'après Raul Camargo, membre de la direction. Aujourd'hui, les faits ont tranché : Anticapitalistas est devenue une organisation plus forte qu'au début du processus de création de Podemos.

«Faire avec les gens»

Carton plein de débats aussi sur les responsabilités nouvelles que leur donnent leurs victoires électorales, notamment la conquête de la mairie de Cadix. «*Il faut développer les mouvements sociaux, travailler loyalement et sans sectarisme. Et faire en sorte que la société soit consciente qu'il faut des victoires électorales mais qu'il y a aussi des victoires sociales qui se remportent dans la rue!*», dit Raul Camargo. «*Nous ne voulons pas faire mieux que les autres, nous voulons faire avec les gens*», a déclaré Laura Camargo, élue du quartier madrilène d'Ucera. Les questions internationales ont été au cœur de débats, notamment la Grèce. La création d'Unité Populaire a été saluée avec enthousiasme lors du meeting de clôture avec François Sabado, où Katerina Sergidou, coordinatrice du comité local de Syriza à Athènes et désormais membre d'Unité Populaire, a été acclamée.

Carton plein de dynamisme pour finir, pour une année qui s'annonce très chargée pour nos camarades, avec en particulier les élections régionales en Catalogne et des élections générales.
Correspondant



L'Anticapitaliste la revue
Le n°68 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

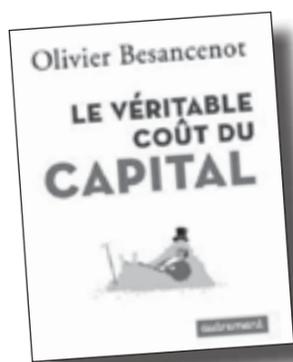
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**,
ABONNEZ-VOUS!

Profitez de notre promotion d'essai : 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

Essai



Yacht de Bolloré ou « Hareng de Bismarck » ?

Dans le discours dominant, les travailleurs ne sont plus qu'un coût. Dans son dernier livre¹, Olivier Besancenot a accumulé des données chiffrées qui relativisent les leitmotifs de l'information économique courante et donnent des arguments pour y répondre.

Il montre ainsi que les succès industriels allemands ne s'expliquent fondamentalement ni par des salaires plus faibles (les coûts horaires dans l'industrie en France et en Allemagne sont au même niveau) ni par des écarts de productivité et de durée du travail. En fait, pour comprendre les performances germaniques à l'exportation, il faut aussi prendre en compte la compétitivité « hors prix » (qualité, image de marque, fiabilité des réseaux de distribution, etc.). Malgré les avantages dont elles bénéficient (comme le crédit impôt recherche dont même la Cour des comptes a mis en cause l'efficacité), l'effort de recherche des entreprises françaises est sensiblement plus faible qu'en Allemagne. Il est exact que dans l'industrie de la viande, l'Allemagne a des coûts plus bas... mais c'est grâce à une exploitation abjecte des travailleurs basée sur un recours massif aux « travailleurs détachés » d'Europe de l'Est. Le livre montre comment la mondialisation n'est pas seulement une affaire de

bas salaires : il s'agit de réduire tous les coûts et d'augmenter tous les gains, en échappant en particulier à la fiscalité. Le travail ne serait qu'un coût ? Le livre rappelle les gains pharamineux de productivité : dans l'industrie, il fallait 19 minutes pour produire un euro de valeur ajoutée en 1949, 11 minutes en 1960, 1 seule aujourd'hui ! En 1960, Renault produisait 8 voitures par salarié, en 2004, 42. Tous les chiffres montrent que les salariés rapportent aux entreprises plus qu'ils ne coûtent, y compris bien entendu si l'on tient compte du salaire indirect, c'est-à-dire des cotisations sociales qui financent les prestations et sont bien un élément de la rémunération des salariés.

Un « bon » coût du capital ?

Le dernier chapitre s'intitule « Le véritable coût du capital : financier, social et environnemental ». Il s'agit en fait des coûts du capitalisme, comme système fondé sur l'exploitation des salariés et la recherche effrénée du profit.

La campagne actuelle de la CGT dénonce à juste titre les prélèvements du capital (actionnaires, banques) sur les entreprises, mais quand elle s'attache à vilipender un « surcoût du capital », ce qui dissocie implicitement un « bon » coût du capital d'un « mauvais », elle donne une vision erronée des mécanismes du système, car c'est bien l'ensemble des profits qui est issue de l'exploitation des salariés. Le livre souligne les impasses du capitalisme actuel marqué par l'interpénétration de la finance et de la production. Mais les coûts du capitalisme, ce sont aussi les inégalités grandissantes, le chômage, les accidents du travail et maladies professionnelles (des chiffres détaillés sont donnés), l'augmentation du mal être au travail... Et enfin, la crise écologique amplifiée par des circuits de fabrication étirés sur des milliers de kilomètres.

Revenir à la racine

Dans la gauche radicale, il est

aujourd'hui de mode chez certains de se polariser sur les questions de politique économique et d'attribuer quasiment chômage, dégradation des retraites, faible croissance, etc. à l'Allemagne et à sa politique. Tout n'est pas forcément inintéressant dans ce qui est écrit sur ces sujets. Mais « Être radical, c'est prendre les choses à la racine », écrivait Marx, et la racine, c'est le capitalisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui : le yacht de Bolloré plutôt que le « hareng de Bismarck »... En conclusion, Olivier Besancenot insiste sur la nécessité pour les salariés, non pas d'attendre la reprise économique, mais de reprendre l'initiative. Même s'il faut démasquer les mensonges de l'économie dominante, la vraie réponse aux attaques incessantes et à la logique mortifère ne s'opérera pas dans le domaine des idées : une contre-offensive sociale est nécessaire.

Henri Wilno

1 - Le véritable coût du capital, Olivier Besancenot, Éditions Autrement, 2015, 17 euros

Actualité

Ils ont été arrêtés par la police à la sortie d'un palace parisien, où un avocat de la monarchie marocaine leur avait remis 80 000 euros d'acompte sur une somme de deux millions d'euros promise en échange de la non publication d'un livre censé contenir des informations gênantes pour le roi Mohammed VI. Le deal avait même fait l'objet d'un contrat dûment signé et les négociations enregistrées !

Éric Laurent n'est pas n'importe qui. Il a collaboré, entre autres, au Figaro, à France culture, et a été directeur d'une grande maison d'édition, Plon. Il fait partie de l'establishment, ce qui explique que beaucoup de micros et de caméras se soient tendus vers lui pour lui permettre de présenter sa version de son forfait. Cette affaire rocambolesque survient au moment où Hollande s'apprête à rendre visite au roi et sans doute à essayer de lui vendre quelques Rafales ou autres engins militaires. Une rencontre qui marquera la réconciliation entre les deux États après une brouille liée à la mise en examen en France d'un dignitaire du régime pour actes de torture. Tout mettre en œuvre pour coincer les deux maîtres chanteurs présumés peut donc être considéré comme un petit cadeau fait à sa Majesté...

On aura probablement du mal à savoir si ces deux personnages ont véritablement pris l'initiative malencontreuse de faire chanter le souverain où si les sbires de ce dernier ont monté une machination. Si cela peut influencer le tribunal devant lequel ils vont comparaître, cela ne change en

Un coup tordu qui sert la monarchie marocaine

Ce 28 août, deux journalistes, Éric Laurent et Catherine Graciet, étaient mis en examen pour « chantage et extorsion de fonds ».



Éric Laurent et Catherine Graciet. DR

revanche pas grand chose sur le fond, à savoir la déontologie journalistique. Contrairement à la situation qui prévalait au 19^e siècle où le journalisme de chantage était monnaie courante, il est très rare de nos jours qu'un journaliste se fasse coincer aussi stupidement avec des liasses de billets dans les poches. Mais ces deux maladroits ne représentent que l'infime partie de la pointe de l'iceberg d'une corruption plus subtile. Combien de journalistes écrivent des livres de complaisance ou des publi-reportages déguisés en échange de rémunérations alléchantes sans que personne n'y trouve à redire ? Éric Laurent lui-même n'avait-il pas publié un livre d'entretiens avec Hassan II, avant de changer son

fusil d'épaule et de s'en prendre à son héritier ? Cruelle ironie du sort, cet auteur, connu comme « complotiste » depuis un livre où il attribuait l'attentat du 11 septembre au Mossad, n'a pas vu venir la machination...

« Une affaire navrante »

D'une façon plus générale, nul besoin de remettre des liasses de billets en petites coupures aux journalistes pour s'assurer de leur fidélité, voire de leur silence. Si on laisse de côté les cadeaux, déjeuners et luxueux voyages tous frais payés, le désir de plaire à ses patrons, à leurs actionnaires et annonceurs, pour conserver son poste ou monter en grade suffit largement. D'autant qu'une

bonne partie d'entre eux partage plus ou moins l'idéologie de leurs employeurs. Pourtant, il existe néanmoins des espaces de liberté que mettent à profit de véritables journalistes d'investigation. Parmi eux, on peut citer Denis Robert, qui eut beaucoup d'ennuis pour avoir révélé l'affaire Clearstream ou les enquêteurs de Mediapart. Quelques-uns l'ont payé de leur vie, comme Nicolas Giudici et Jean Hélène, assassinés en 2001 et 2003, Didier Contant, défenestré d'un immeuble parisien en 2004, ou Guy André Kieffer et Jean-Pascal Couraud, mystérieusement disparus sans laisser de trace en 1997. C'est aux militantEs intransigeants de l'information, qui prennent des risques et refusent les enveloppes, que les frasques ridicules de ce duo indélicat vont faire le plus grand mal. Comme le dit Gilles Perrault, auteur d'un livre¹ qui dénonçait la férocité de la répression dans le royaume chérifien et fit beaucoup de bruit dans les années 80 : « L'interpellation de deux journalistes soupçonnés d'avoir fait chanter le roi, est une affaire navrante qui risque de déconsidérer tout travail objectif sur le Maroc »...

Gérard Delteil

1 - Notre ami le roi, 1990. Réédition en Folio Gallimard 1992, 10 euros.

Cinéma

Dheepan, Jacques Audiard

Avec Anthonythasan Jesuthasan, Kalieaswari Srinivasan et Claudine Vinasithamby. Sortie le mercredi 26 août

Au Sri Lanka, Dheepan qui a combattu dans les rangs des Tigres tamouls, le mouvement séparatiste écrasé en 2009, décide de fuir. Il emmène avec lui une femme et une petite fille – qu'il ne connaît pas – afin d'obtenir plus facilement l'asile politique en Europe. Arrivé à Paris, Dheepan finit par obtenir un emploi de gardien d'immeuble en banlieue. Il espère y bâtir une nouvelle vie, même si la cité est particulièrement dégingolée. Cette première partie du film est soutenue par les présences attachantes des trois Tamouls qui jouent les rôles principaux.



Ensuite, le film dérape et va dans le mur. Les habitants « normaux » passent au loin de temps en temps. Seuls vrais personnages, les trafiquants de drogue prompts à sortir leurs flingues en toute impunité, et ça tire dans tous les sens. On ne sait pas si le message que cherche à faire passer le réalisateur, c'est que la banlieue, c'est comme le Sri Lanka en guerre... Du coup Dheepan finit par exploser, repart au combat pour protéger sa « femme » et tue tous les méchants. Après ça, happy end : les trois personnages passent en Angleterre et la dernière séquence montre qu'ils vivent heureux dans une parfaite harmonie et amitié avec leurs voisins à la peau moins foncée... Chacun sait que c'est comme ça de l'autre côté de la Manche. Si vous voulez voir un film sur les réfugiés, cherchez ailleurs...

Henri Wilno

Roman

Rouge ou mort, David Peace

Rivages/Noir, 2015, 10 euros

Auteur de polars à succès, David Peace avait envie de faire un livre sur un type bien, et a jeté son dévolu sur Bill Shankly. Né en 1913, Bill Shankly est mineur à l'âge de 13 ans et participe à la grève générale de 1926. Mais il est plus connu pour son apport au football, son lien à Liverpool... Manager des « Reds » de 1959 à 1974, il a amené ce grand nom du foot anglais de la deuxième division au titre de champion en seulement deux ans. Bill Shankly a voulu faire de Liverpool le club de la classe ouvrière. Il aimait ses joueurs et la population de Liverpool, des gens qu'il disait à l'image de la population de Glasgow. Il se présentait comme un enfant de la classe ouvrière, un homme venu du peuple : « je suis socialiste », cela sans oublier son Écosse natale. Un livre à lire... surtout si on n'aime pas le football, car Bill Shankly était un homme d'une stature qui dépassait le milieu du foot. Nous conseillons de lire l'original¹, l'auteur ayant un style que la traduction ne restitue pas dans sa subtilité.



Michel Auslender

1 - Red or dead, édition anglaise Faber and Faber, 2013

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com



L'Anticapitaliste | Libre expression

ROMS « Les expulsions sont une violation des droits fondamentaux des enfants »



Entretien. Droit à l'école pour touTEs ? Visiblement pas pour les enfants roms, pénalisés par les expulsions des bidonvilles et chassés de leurs lieux de vie. Pour en parler, nous avons rencontré **Pablo Krasnopolsky**, représentant de la FERC-CGT dans le Collectif pour le droit des enfants Roms à l'Éducation (CDERE).

La maire de Sucy-en-Brie (94) poursuivie pour avoir refusé de scolariser à la rentrée 2014 cinq enfants roms qui vivaient dans un bidonville de Sucy vient d'être relaxée. Peux-tu rappeler les principaux éléments de cette sinistre affaire ?

La mairie de Sucy-en-Brie avait refusé de procéder à l'inscription de cinq enfants vivant en bidonville sur le territoire de la commune, au prétexte que les justificatifs de domicile n'étaient pas fournis. C'est classique... mais illégal. Malgré le témoignage des familles, d'une militante de Romeurope qui s'était rendue au service des inscriptions scolaires de la commune, du sociologue Éric Fassin, malgré la solidité des plaidoiries des avocats des familles, le procureur de la République a estimé que la preuve de discrimination n'était pas suffisante. Les familles souhaitent faire appel, d'autant que les débats, lors de l'audience au TGI de Créteil, ont été pollués par la mise en cause, de la part de la défense de la maire, d'un des avocats des familles, Maître Karsenti, au prétexte qu'il avait été conseiller municipal d'opposition.

En fait, quel est le cadre juridique de la scolarisation des enfants roms ? Le même que pour tous les enfants. Avant même la scolarité obligatoire, « tout enfant doit pouvoir être accueilli, à l'âge de trois ans, dans une école maternelle ou une classe infantile la plus près possible de son domicile, si sa famille en fait la demande. » (Art. L113-1 du Code de l'Éducation). Les enfants roms comme les autres sont soumis à la scolarité obligatoire de 6 à 16 ans (art. L131-1). Les maires sont tenus de recenser chaque année tous les enfants d'âge scolaire résidant dans leur commune (art. L131-6). Beaucoup de maires, celle de Sucy-en-Brie comme d'autres, n'en font rien et confondent cette obligation avec la tenue d'un registre des enfants déjà scolarisés. En droit, seuls deux documents sont indispensables pour inscrire un enfant

à l'école : un document d'état civil (passport ou carte d'identité ou livret de famille ou copie d'extrait d'acte de naissance) et un carnet de santé (ou un certificat) avec les vaccinations à jour (ou en cours pour l'élémentaire). Il suffit que l'enfant réside effectivement dans la commune. L'absence de domiciliation administrative ne peut en aucun cas motiver un refus d'inscription.

Combien de familles, d'enfants, sont concernés ?

Un rapport de l'UNICEF publié en juin 2015 évalue le nombre d'enfants vivant en bidonville en France à 9 000. En juillet, ce sont au moins 30 lieux de vie, soit plus de 2 800 personnes dont 800 enfants, qui ont été expulsés. Pour la plupart d'entre eux, il est peu probable qu'ils retrouvent le chemin de l'école. À chaque expulsion d'un terrain ou d'un bidonville, tout le travail d'insertion patiemment construit par les associations avec les familles est anéanti en quelques minutes. Les enseignants témoignent qu'après le traumatisme de l'expulsion, beaucoup d'enfants « désapprennent », effacent ce qu'ils avaient acquis. Les expulsions à répétition découragent la poursuite de la scolarité. Les expulsions sans solution de logement durable, au mépris des engagements gouvernementaux contenus dans la circulaire d'août 2012, sont une violation des droits fondamentaux des enfants roms, à l'éducation comme à la santé ou à une vie familiale stable.

Par-delà les contraintes juridiques, quels sont les obstacles pratiques, de la vie réelle à cette scolarisation ? Outre les obstacles administratifs, les conditions de vie en bidonville ont des conséquences très néfastes sur la scolarité et rendent difficiles l'insertion scolaire et les apprentissages. L'habitat est inadéquat et dangereux. Les services de base (eau, électricité, chauffage, gestion des déchets...) sont rares ou inaccessibles. Les troubles du sommeil liés

à la promiscuité, les carences alimentaires, le manque d'hygiène qui rend impossible d'arriver « propre » à l'école et suscite les stigmatisations, l'éloignement géographique des écoles... rien n'est propice à une scolarité épanouie. La précarité est telle que les enfants participent souvent à la survie de la famille, ce qui rend leur scolarité chaotique.

On met souvent en cause l'attitude des parents vis-à-vis de l'école. Qu'en est-il ?

Les préjugés sont tenaces, surtout quand ils sont encouragés par les discours publics de hauts responsables. Alors ministre de l'Intérieur, Valls prétendait que « dire la vérité aux Français », c'était asséner que les Roms ne voulaient pas s'intégrer. Les parents roms de Sucy-en-Brie et d'ailleurs ont voulu scolariser leurs enfants, et ce sont les autorités qui les en ont empêché. Il est vrai que certains enfants s'occupent de garder un petit frère ou une petite sœur ou prennent en charge les tâches du quotidien pendant que leurs parents pratiquent la mendicité ou font de la ferraille : aller chercher l'eau, le bois, faire le ménage. C'est la conséquence de la précarité, non d'un choix de vie sans école. La méconnaissance des institutions et de leur fonctionnement rend difficile la communication entre la famille et l'école. Le suivi de la scolarité s'en trouve compliqué. En général, les parents sont motivés pour que leurs enfants soient scolarisés. Mais cela dépend parfois de leur propre passé scolaire, en France comme dans le pays d'origine. Ajoutons que même si la scolarité est gratuite, elle occasionne des dépenses de cantine et de transport que les familles ne peuvent pas toujours assumer. Lorsque la municipalité, et cela arrive, refuse de prendre en charge les frais de cantine pour les enfants des bidonvilles ou de mettre à disposition un dispositif de ramassage scolaire, certains enfants ne vont à l'école que de manière partielle, le

matin ou l'après-midi. De plus, les familles sont rarement informées des dispositifs d'aide à la scolarité (ASE, CAF, fonds social...).

Et l'institution scolaire ?

Des dispositifs existent. Dans les académies, sont mis en place les CASNAV, des centres académiques pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage. En principe, tout élève nouvellement arrivé dans le système scolaire doit pouvoir bénéficier d'une évaluation qui permette de l'orienter au mieux. Quand il arrive en France, l'enfant allophone a une histoire, un parcours antérieur. Il n'est peut-être jamais allé à l'école, ou de façon chaotique. Il a peut-être suivi une scolarité normale dans son pays d'origine. Son affectation sera décidée en fonction d'une évaluation de ses compétences scolaires et de sa maîtrise du français. Une plateforme commune appelée « Unité pédagogique pour les élèves allophones nouvellement arrivés » (UPE2A) regroupe toutes les structures d'accueil scolaire de la maternelle au lycée. Le problème, c'est le manque de moyens, l'insuffisance des UPE2A, les trop longs délais d'évaluation dans les CIO (centres d'information et d'orientation)... Ces dispositifs ne sont pas épargnés par les politiques d'austérité qui frappent l'école. Demandes abusives et illégales de documents non prévus par la loi de la part des administrations, délais d'attente trop longs, refus illégaux d'inscription par des maires, expulsions sans solution d'hébergement et de logement... Ces discriminations systémiques ont conduit un Tribunal d'opinion, réuni en audience à Saint-Denis le 27 juin 2015, à condamner l'État et les collectivités territoriales pour violations des droits des enfants Roms. Le Tribunal et la condamnation sont certes symboliques, mais les discriminations et les violations des droits de l'enfant sont bien réelles...

Propos recueillis par Robert Pelletier

Vu ailleurs



PROPAGANDE PATRONALE.

Cela se présente comme une sélection d'articles d'actualité destinée aux professeurs pour « ouvrir et alimenter le débat en classe » et « éclairer les thématiques du programme » des Sciences économiques et sociales (SES) enseignées au lycée. C'est ce que propose Actuéco, une publication de quatre feuilles, dont le prototype a été distribué lors des entretiens enseignants-entreprises fin août. Derrière cet événement et cette publication, une même structure : l'Institut de l'entreprise, un think tank créé en 1975 qui « a pour objectif de mettre en avant le rôle et l'utilité de l'entreprise dans la vie économique et sociale », et qui rassemble de grands groupes français et des syndicats professionnels. [...] Actuéco promeut « l'assouplissement du marché de travail », la réduction du montant du Smic, et regrette, en vrac, « les réglementations inadaptées, les taxes trop élevées, les politiques macroéconomiques inadaptées, les administrations inefficaces ». En dernière page, on trouve aussi une tribune du secrétaire général du groupe Carrefour. [...] Pire : l'ensemble est estampillé du logo du ministère de l'Éducation nationale. [...] En avril dernier, trois anciens ou actuels dirigeants – Jean-Pierre Boisivon (ancien délégué général du think tank patronal et administrateur du groupe Lafarge), Xavier Huillard (son actuel président et PDG de Vinci) et Michel Pébereau (ancien président) – de l'Institut de l'entreprise ont rejoint le Conseil national éducation économie chargé « d'animer une réflexion prospective sur l'articulation entre le système éducatif et les besoins du monde économique, ainsi qu'un dialogue permanent entre leurs représentants sur la relation entre l'éducation, l'économie et l'emploi ».

« Quand un lobby patronal s'invite dans les lycées pour influencer les enseignants », Bastamag, Simon Gouin, vendredi 4 septembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org